

Chambre des Représentants.

SEANCE DU 11 MARS 1910.

Projet de loi sur les associations constituées entre les agents
du Département des Chemins de fer, Postes et Télégraphes.

EXPOSÉ DES MOTIFS.

MESSIEURS,

A diverses reprises, et dès la discussion du budget pour 1907, le Gouvernement a déclaré qu'il était « partisan du droit d'association des agents » relevant du Département des Chemins de fer dans toute la mesure compatible avec la nécessité de sauvegarder l'ordre et la discipline ».

Il n'est guère de pays au monde où l'esprit d'association soit plus répandu qu'en Belgique et il y a lieu de nous en féliciter.

Rien ne contribue davantage à l'éducation civique des citoyens que le fait d'être membre — et surtout membre dirigeant — d'une association, quand même celle-ci ne serait qu'une société d'agrément.

Chacun de ces groupements est, en effet, comme la réduction à une petite échelle d'une société plus vaste avec ses traditions, sa constitution, ses lois, son parlement, ses dirigeants et ses dirigés.

On y apprend l'art de commander et la nécessité d'obéir; on l'y apprend volontairement et, par conséquent, dans les meilleures conditions possibles. Les membres s'initient de la façon la plus efficace à la pratique du « self government ».

Le Gouvernement ne saurait donc trop encourager dans tous les domaines, la création et le développement des associations, du moment que leur objet est licite.

*
*
*

Il va de soi, d'ailleurs, que si des citoyens quelconques peuvent user,

comme il leur plaît, du droit d'association que la Constitution proclame, ceux qui sont au service de l'État ne sauraient prétendre à une liberté aussi étendue.

La situation des agents de l'administration n'est pas identique à celle des employés et travailleurs des entreprises privées.

Notre droit administratif est si peu développé qu'il est bien difficile, en Belgique plus encore que dans d'autres pays, de formuler la théorie de la condition juridique du fonctionnaire. Il est incontestable cependant qu'il s'établit entre les agents et l'État un rapport unilatéral d'autorité auquel ils se soumettent librement, et qui se justifie pleinement par la nature et la mission de l'État.

Il en résulte pour le fonctionnaire diverses restrictions aux libertés ordinaires des citoyens.

Elles sont et doivent être plus ou moins étendues suivant les services dont il s'agit, comme il faut aussi les approprier aux circonstances de temps et de lieu, aux habitudes, au tempérament de chaque nation.

Mais dans aucun pays, sous aucun Gouvernement, on n'a pu contester la légitimité, la nécessité de ces restrictions.

Les agents de l'État trouvent d'ailleurs de larges compensations dans les avantages que leur procure l'administration et dont la multitude de candidats à toutes les fonctions est, à elle seule, une preuve convaincante.

Le contrôle du parlement et l'honnêteté de la pratique administrative en Belgique constituent, d'autre part, des garanties efficaces contre tout abus que l'on pourrait redouter.

La nation entière réprouverait la suppression radicale de toute restriction à la liberté des agents de l'État.

C'est ainsi qu'ils ne peuvent accepter des mandats politiques.

Il leur est interdit également d'exercer le commerce. Les dérogations admises dans des cas spéciaux soulèvent des protestations aussi vives qu'unanimes, tellement cette incompatibilité est entrée dans nos mœurs.

Au Département des Chemins de fer les incompatibilités déterminées par les règlements organiques sont les suivantes :

« Les fonctionnaires et employés en activité de service, y compris les
» ouvriers, ne peuvent gérer simultanément aucun autre emploi rétribué
» par l'État, les provinces, les communes, les administrations publiques ou
» privées.

» Il leur est interdit d'accepter aucun mandat électif, d'exercer aucune
» profession lucrative, de faire, soit par eux-mêmes, soit au nom de leur
» épouse ou par toute autre personne interposée, aucune espèce de commerce
» et de participer à la direction ou à l'administration de toute société,
» établissement industriel ou commercial.

» Le Ministre peut, dans des cas particuliers, relever de cette interdiction. »

*
* * *

Pour l'instant, la question est de savoir dans quelle mesure les agents du Département des Chemins de fer doivent pouvoir user du droit d'association, notamment en ce qui concerne les unions professionnelles.

A la rigueur, la matière pourrait être réglée par voie administrative comme elle l'a été jusqu'à présent. En fait, dans ces derniers temps, on a usé d'une large tolérance, quoique le texte des règlements n'ait pas encore été modifié. Le Gouvernement a pensé que la question ayant été à diverses reprises portée devant la Chambre, mieux valait affirmer dans un texte de loi les principes qui président en cette matière à son action administrative.

Il en résultera plus d'autorité pour les règlements nouveaux, et aussi plus de garantie de stabilité.

De plus, l'administration trouvera dans la loi des facultés dont la légalité aurait pu sans cela n'être pas à l'abri de tout reproche; telle la possibilité d'accorder des subsides à certaines associations.

Enfin, il est indispensable de déterminer la situation légale des nouvelles unions professionnelles, ce qui serait impossible sans le vote d'une loi.

*
* * *

Quelles sont les associations que le personnel du Département sera désormais autorisé à constituer?

Quelle sera la situation juridique de ces associations?

Tout d'abord, le personnel pourra former, comme aujourd'hui, des sociétés d'agrément, de bienfaisance, d'épargne, d'art, de littérature, de science.

Il en existait 97 fin mars 1909.

Elles se trouvent dans les mêmes conditions que les innombrables sociétés du même genre qui existent en Belgique.

La loi ne leur a pas jusqu'à présent octroyé la personnification civile. Il ne semble pas qu'il y ait lieu d'innover en cette matière au profit des sociétés formées par le personnel du Département des Chemins de fer et d'accorder à celles-ci un privilège que ne posséderaient pas celles-là.

*
* * *

Viennent ensuite les sociétés coopératives, autorisées également dès aujourd'hui.

Il en existait 30 à la date précitée.

Leur fonctionnement est réglé par la loi sur les sociétés commerciales. Elles continueront à exister sous le régime du droit commun.

Les règlements actuels déterminent les conditions auxquelles les agents des chemins de fer peuvent y coopérer.

En voici les dispositions principales :

« Les agents ont le droit de constituer des sociétés coopératives de
» consommation ; il ne peut être apporté d'entrave à l'exercice de ce droit.

- » Il est préférable toutefois, que ces associations s'établissent entre
- » agents de l'État.
- » Il faut, en outre :
- » 1° que les sociétés coopératives s'interdisent tout acte de commerce,
- » c'est-à-dire toute vente à des personnes non affiliées ;
- » 2° que les fonctionnaires et agents exerçant une autorité sur le per-
- » sonnel s'abstiennent de toute intervention pouvant avoir le caractère d'une
- » pression quelconque ;
- » 3° que les agents faisant partie des comités ne s'occupent des affaires
- » des sociétés, qu'en dehors du temps réservé au service de l'admi-
- » nistration ;
- » 4° que les affiliés se gardent d'accorder ou de procurer aux sociétés,
- » dans les rapports de celles-ci avec l'administration, des facilités ou des
- » avantages spéciaux.
- » Ces recommandations doivent être observées d'une manière rigou-
- » reuse ; toute contravention ou tout autre manquement donne lieu à des
- » mesures sévères.
- » Les agents qui participent à la gestion de sociétés coopératives dont
- » tous les membres appartiennent au Département des Chemins de fer,
- » Postes et Télégraphes, n'ont pas à solliciter d'autorisation à cette fin.
- » S'il s'agit de sociétés mixtes, c'est-à-dire auxquelles sont également
- » affiliées des personnes étrangères au Département, il est interdit au per-
- » sonnel de participer à la gestion de ces sociétés, à moins d'en avoir, au
- » préalable, obtenu l'autorisation du Ministre.
- » L'autorité supérieure se réserve, au surplus, de statuer une fois pour
- » toutes, en ce qui concerne certaines sociétés coopératives, et d'accorder,
- » pour l'avenir, aux chefs des directions le pouvoir de prendre décision au
- » sujet de demandes faites par les agents qui désirent participer à l'admi-
- » nistration des dites sociétés. »

Ces sociétés coopératives ont été l'objet de critiques fréquentes de la part des petits commerçants.

Ceux qui consacrent leurs efforts à la défense si louable des intérêts, si respectables, de la petite bourgeoisie les ont souvent prises à partie.

Le Gouvernement n'a jamais cru cependant devoir défendre à ses agents de former des coopératives, à la condition, bien entendu, qu'elles ne sortent pas du cercle de leur action naturelle.

Au surplus, cette mesure serait inefficace pour la sauvegarde des intérêts qu'elle prétendrait protéger, car nul ne pourrait interdire à un agent du chemin de fer de s'affilier à l'une des nombreuses coopératives qui existent sur tous les points du pays.

Ce qu'il est nécessaire d'empêcher, c'est que les coopératives constituées par les agents du chemin de fer fassent la concurrence au commerce libre en vendant, ou en procurant d'autres avantages sociaux à des personnes étrangères à l'association. Cette pratique est condamnable, et il faut continuer de la proscrire.

*
* *

Les sociétés mutualistes sont également autorisées dès à présent et elles ont pris un développement considérable.

Il en existait 243 fin mars 1909.

Mais une distinction est ici nécessaire.

Parmi les sociétés mutualistes, les unes justifient le nom qu'elles portent. Les autres sont « mutualistes » en apparence plutôt qu'en réalité.

Il faut rappeler tout d'abord que les avantages accordés au personnel du Département suppriment, pour la très grande majorité des agents, le champ d'action ordinaire de la mutualité.

En cas de maladie, les ouvriers reçoivent les soins médicaux et pharmaceutiques, plus des secours correspondant à la moitié et jusqu'aux trois quarts de leur salaire, selon le taux de celui-ci et les charges de famille des intéressés.

En cas d'accident du travail, outre les indemnités prescrites par la loi, ils reçoivent pendant la durée de leur éloignement du service et dans la limite de 4 années, la différence entre les indemnités légales et leurs rémunérations d'activité.

En cas d'incapacité de travail définitive ou lorsque l'âge de la retraite est arrivé, les ouvriers reçoivent une pension ainsi déterminée :

20 % du salaire fixe moyen des 3 dernières années, plus $1\frac{1}{2}$ % par année de service au delà de dix, sans excéder toutefois, au total, 30 % de ce salaire ni une somme annuelle de 2,500 francs. Si l'incapacité définitive résulte d'un accident du travail, la pension, y compris l'indemnité légale, est fixée au minimum de 50 % du dernier salaire et peut atteindre, suivant l'ancienneté de l'intéressé, 75 % de ce salaire.

Les indemnités légales pour blessures et la totalité des pensions de retraite sont à charge exclusive du Trésor public, qui alloue, en outre, d'importants subsides à la Caisse des ouvriers pour son service médical et pharmaceutique.

Il en résulte que pour les ouvriers du chemin de fer le but ordinaire de la mutualité est atteint sans que l'intervention d'une association soit nécessaire.

Cependant, le principe de la mutualité se prête à des applications si multiples, si variées, que des sociétés assez nombreuses se sont formées en vue d'autres objets que le secours en cas de maladie, d'accident ou de vieillesse.

D'autres groupements se sont fondés sous le couvert de la mutualité pour tourner l'interdiction portée jusqu'à ce jour de s'occuper des « intérêts professionnels ».

En réalité, dans les réunions, les sociétaires discutent ces intérêts et ne se font pas faute d'envoyer aux membres de la Législature ou de répandre dans le public sous le voile de l'anonymat, dans la plupart des cas, des

brochures, des circulaires, des imprimés de tout genre, exposant leurs desiderata.

Quel sera sous le régime nouveau la situation des sociétés mutualistes ?

Toutes se feront légalement reconnaître ; elles jouiront ainsi des droits que leur concède la loi du 23 juin 1894.

Les sociétés qui n'étaient mutualistes que de nom n'auront plus aucune raison d'adopter cette forme d'association puisque les groupements professionnels seront autorisés.

Les autres ne peuvent que gagner à cette reconnaissance ; elle constitue d'ailleurs une condition indispensable de tout concours de l'administration à leur œuvre.

Le Gouvernement est d'avis, en effet, qu'il ne faut pas seulement autoriser et encourager les sociétés mutualistes, mais il est disposé à les aider et même à en faire ses collaboratrices.

Fréquemment, des agents, parmi ceux surtout qui appartiennent à des sociétés mutualistes, ont demandé d'avoir une part plus grande dans la gérance de la Caisse des ouvriers.

Le Conseil d'administration de cette Caisse est composé comme suit : 13 membres effectifs dont 6 ouvriers, 11 membres suppléants dont 7 ouvriers.

Le désir signalé ci-dessus revient donc à augmenter le nombre des ouvriers faisant partie du Conseil.

Non seulement le Gouvernement est disposé à entrer dans cette voie, mais il se propose d'examiner le moyen de confier à des sociétés mutualistes la mission d'octroyer elles-mêmes les secours à leurs membres.

Le Gouvernement ne songe évidemment pas à se décharger sur les sociétés mutualistes de dépenses qu'il assume aujourd'hui, mais à confier aux intéressés eux-mêmes la gestion et la distribution des fonds qui seront mis à leur disposition.

Pour éviter toute difficulté juridique à ce sujet et assurer le contrôle que l'administration ne peut cesser d'exercer sur l'organisation de ces services, le projet de loi autorise les sociétés mutualistes à recevoir, à gérer comme un fonds distinct et à répartir entre leurs membres sous la surveillance du Ministre les subsides que le Gouvernement pourrait leur allouer.

Une intervention législative nouvelle est surtout nécessaire pour permettre au Gouvernement de recourir à la collaboration des sociétés mutualistes en vue d'assurer le service des pensions.

En cette matière, les mutualités sont en effet réduites au rôle de simples intermédiaires entre les associés et la Caisse Générale d'Épargne et de Retraite.

Le grand nombre d'agents qui relèvent du Département des Chemins de fer rend possible la création et le fonctionnement d'une caisse de pension spéciale à ce Département.

Le Gouvernement examine la question ; si cet organisme nouveau peut être constitué, les sociétés mutualistes seraient d'utiles intermédiaires pour l'affiliation de leurs membres.

*
* * *

Restent les associations professionnelles.

Dans les requêtes qui ont été adressées, au Parlement, aussi bien que dans les discours qui ont été prononcés pour les appuyer, le désir des agents du Département du Chemin de fer était ainsi formulé : « obtenir l'autorisation » de s'occuper des *intérêts professionnels* des agents ».

Quel est au juste le sens de ces mots ? Quelle est la portée de ces revendications ?

Chez les uns, les « intérêts professionnels » se confondent avec les intérêts *individuels* communs à tous les membres de l'association.

D'après eux, le but de l'association professionnelle doit être principalement, sinon exclusivement, d'obtenir des salaires plus élevés, un avancement plus rapide, une réduction des heures de travail, une pension plus voisine du salaire normal, etc.

Et comme c'est là un intérêt commun à tous les agents d'une même administration, leurs associations peuvent, dans leur pensée, comprendre les catégories les plus diverses d'agents.

Rien ne s'opposerait même, étant donné l'objet propre de l'association, d'y comprendre tout agent quelconque relevant d'une administration de l'Etat.

Une telle association n'aurait plus rien de « *professionnel* », puisque toutes les professions, toutes les situations y seraient confondues. Ce ne serait plus qu'une cohue du personnel administratif, rassemblée en vue d'exercer, par le nombre, une pression sur les membres du Parlement et sur l'autorité administrative elle-même.

Limitée à ce seul objet, l'association professionnelle est loin d'ailleurs de présenter l'intérêt qu'elle offre dans la conception plus large et plus juste que d'autres s'en font.

Chez ceux-ci apparaît la préoccupation « *professionnelle* » proprement dite.

Sans écarter le souci, légitime à coup sûr, de tendre à l'amélioration du sort de ses membres, l'association porte son attention sur leur perfectionnement dans l'exercice de la profession, sur leur instruction professionnelle, sur leurs connaissances techniques, sur les progrès à réaliser par l'emploi de procédés ou d'appareils nouveaux, par une amélioration des méthodes.

C'est l'association professionnelle dans la véritable acception du mot. Son champ d'action détermine le champ de recrutement des membres. Il est clair, en effet, que ceux-ci doivent exercer la même profession, être « du même métier », pour employer l'expression ordinaire.

enfin, et le Gouvernement l'a fait remarquer déjà lors des discussions qui ont eu lieu au sein de la Chambre, il en est qui songent à substituer ces associations professionnelles à l'administration elle-même.

Ce ne seraient plus des associations composées d'agents d'une administration, ce seraient des fractions de l'administration.

Leur ensemble constituerait l'administration elle-même. Elles seraient « *autonomes* ».

Ce programme ne pourrait sans doute être réalisé sur l'heure, mais ses partisans espèrent le réaliser dans le plus bref délai possible.

Ces idées n'existent en général qu'à l'état confus chez nos agents. Encore faut-il les signaler, car elles se sont manifestées en certaines occasions par une immixtion directe, quoique peu réfléchie, de certaines associations dans les attributions propres de l'administration.

Dans d'autres pays le « syndicalisme des fonctionnaires » constitue une véritable doctrine qui tend à « désétablir » l'État, à donner la poste aux postiers, le télégraphe aux télégraphistes, la marine aux marins, le chemin de fer aux agents du chemin de fer. Les services publics seraient traités comme des industries privées où le métier serait organisé au profit de ceux qui l'exercent.

Les fonctionnaires se recrutant par cooptation, sans intervention d'aucune autorité, gèreraient à leur guise les services administratifs qui seraient constitués en régies intéressées.

Le Gouvernement manquerait à tous ses devoirs s'il ne combattait semblables doctrines. Si l'on peut songer à un régime où les travailleurs seraient propriétaires de l'usine, — et tous ceux qui ont essayé de créer des coopératives de production savent à quelles difficultés énormes se heurte l'application de cette idée si séduisante — il est contraire à toute conception de l'État de livrer l'administration au fonctionnaire, car ici la fonction n'est pas créée pour le plus grand profit de celui qui l'exerce, mais uniquement pour le service de la Nation, en vue du bien général.

Le syndicalisme des fonctionnaires, tel que certains l'entendent, renverse cette conception, la seule admissible, de la fonction publique; nul ne peut donc l'admettre sans vouloir la ruine du pays.

Si nous ne prévenions nos agents contre cette doctrine trompeuse, on ne tarderait pas à s'apercevoir des abus qui en résulteraient. Sous peine d'aller aux maux les plus graves, il faudrait alors que le Gouvernement, quel qu'il fût, prit des mesures de répression énergiques toujours regrettables, et la réaction risquerait de se produire trop violente et de ramener les agents, victimes de leur entraînement, à un régime beaucoup moins tolérant que celui dont ils jouiront désormais.

Le véritable intérêt de nos fonctionnaires est de se maintenir dans la voie où la plupart d'entre eux sont engagés et de conserver aux associations professionnelles leur caractère propre.

Dans ces conditions, il n'existe aucune raison de les interdire. Bien plus, il convient de les encourager.

*
.

Tous ceux qui ont vécu dans l'intimité des ouvriers ont été frappés de l'intelligence, du bon sens, du jugement qu'on rencontre chez certains d'entre eux.

Pourquoi enlever à leurs camarades l'occasion de profiter de ces précieuses qualités ?

Il est dans les rangs les plus modestes de l'administration des agents qui ont une compréhension très exacte du service, qui signalent les perfectionnements possibles avec une grande perspicacité.

Ceux-ci deviennent non seulement des agents d'exécution irréprochables, mais de précieux collaborateurs.

Nous croyons que l'association professionnelle bien comprise, bien organisée, ne peut qu'augmenter le nombre de ces agents et développer les services qu'ils rendent.

A diverses reprises, les perfectionnements proposés soit dans l'outillage, soit dans l'organisation du service et reconnus réels par l'administration ont été récompensés. Leurs auteurs ont reçu des indemnités pécuniaires variables d'après l'importance du service rendu.

Pourquoi des récompenses analogues ne pourraient-elles être accordées à une association professionnelle qui, par le travail commun de ses membres, aurait provoqué quelque progrès ?

Il a déjà été dit plus haut que rien n'empêche les associations professionnelles de s'occuper également de la situation de ses membres, d'attirer sur eux l'attention de l'administration soit au point de vue des salaires ou du traitement, soit au point de vue de la durée des prestations, d'étudier et de solliciter les réformes qu'elles croient utiles.

Rien de tout cela n'est contraire à l'ordre ou à la discipline, pourvu naturellement que les demandes soient présentées dans les termes qui conviennent à un subordonné s'adressant à un supérieur.

Le désordre ne commence que là où l'association veut se substituer à l'administration, où elle attaque des décisions de l'autorité, où elle critique les chefs ; l'indiscipline, là où les règlements ne sont pas observés, où les ordres sont méconnus.

Il faut le dire à l'honneur des agents du Département des Chemins de fer, ils sont en très grande majorité laborieux, dévoués, disciplinés et ne demandent pas mieux que de le rester.

Mais il faut, dans leur propre intérêt, les mettre à l'abri des excitations malsaines et des conseils pernicioeux.

Ceux-ci se produisent le plus souvent sous le voile de l'anonyme ou par l'organe de personnes étrangères à l'administration, qu'elles y aient appartenu ou non.

De là les stipulations qui s'opposent à ce que des étrangers soient membres des associations. On ne comprend pas d'ailleurs comment logiquement ils pourraient en faire partie, puisqu'ils n'appartiennent pas à l'administration.

Lors de la discussion de la loi sur les unions professionnelles, la Chambre a délibéré sur l'application de cette loi aux agents des administrations publiques.

Elle a résolu la question négativement.

Cette décision était logique, car plusieurs des dispositions de la nouvelle loi étaient conçues pour des situations tout à fait différentes de celles des agents de l'État.

La loi de 1898 prévoit l'organisation par les unions professionnelles d'ateliers d'apprentissage, d'écoles professionnelles. Elle prévoit des achats et des ventes en commun pour le compte des membres.

Tout cela est sans application lorsqu'il s'agit d'agents de l'État; l'entente si féconde, et trop peu répandue, des petits producteurs ne trouve pas davantage sa place dans les administrations publiques.

Les agents de l'État ont eu, dès avant leur entrée au service, une formation professionnelle, ils ne peuvent exercer aucun commerce ni industrie et n'ont pas à se pourvoir d'un outillage ni de matières premières.

Le marché du travail, l'offre et la demande de main-d'œuvre nécessitent la fondation de bureaux de placement et de bourses de travail lorsqu'il s'agit de l'industrie privée.

L'administration ne manque jamais d'offres de services, et, une fois admis, les agents faisant partie des cadres permanents n'ont plus à redouter la privation d'emploi aussi longtemps qu'ils accomplissent leurs devoirs.

Bref, l'union professionnelle et les institutions qui en dépendent, telles qu'elles sont conçues et réglementées par la législation de 1898, ne sont pas des organes adaptés à la situation dans laquelle se trouvent les agents de l'État.

Le Gouvernement pense cependant qu'en vue de rendre plus efficace l'activité de leurs associations professionnelles et de leur donner une existence plus stable, il y a lieu de les reconnaître en mettant les conditions de cette reconnaissance en harmonie avec leur situation spéciale.

En reprenant dans la loi sur les unions professionnelles toutes les dispositions qui sont applicables aux agents de l'État, le projet a donc introduit les modifications indispensables concernant la procédure ordinaire de reconnaissance et de dissolution des unions et l'étendue de leur capacité juridique.

La seule disposition nouvelle à laquelle, peut-être, quelques-uns attacheront une certaine importance, mais qui est inévitable, concerne l'interdiction de la grève.

Le législateur de 1898 estimait que l'union professionnelle se comprend difficilement sans le droit de grève et de coalition, et ce fut la raison principale pour laquelle il en exclut les agents de l'État.

On a considéré trop exclusivement le syndicat comme une école de grèves.

Il est exact que la grève ne peut se produire efficacement sans organisation des travailleurs; mais celle-ci peut exister sans engendrer celle-là et

l'union professionnelle peut se donner, au grand profit des travailleurs, une autre mission que celle de préparer et de provoquer la lutte.

La grève est un mode d'action anormal, passager.

L'association professionnelle, au contraire, peut exercer une influence constante; elle peut procurer, grâce à l'union, un bien immédiat, l'amélioration de la situation morale et matérielle des travailleurs. L'union professionnelle n'implique donc pas essentiellement la grève, bien au contraire; son premier rôle doit être d'écarter toute cause de conflit.

Dès maintenant, les coalitions de fonctionnaires sont interdites et punies par les stipulations du chapitre 1^{er}, titre IV du code pénal.

L'article 236 porte : « seront punis d'un emprisonnement d'un mois à »
» deux ans et d'une amende de cent francs à deux cents francs, les fonc- »
» tionnaires qui, par suite de concert, auront donné leurs démissions dans »
» le but d'empêcher ou de suspendre, soit l'administration de la justice, »
» soit l'accomplissement d'un service légal.

» Ils pourront être condamnés, en outre, à l'interdiction du droit de »
» remplir des fonctions, emplois ou offices publics. »

Les dispositions de ce titre ont été reprises presque textuellement du code de 1810.

Selon certains auteurs, ces dispositions ne visaient, à l'origine, que les grèves de Parlements et les révoltes d'assemblées que nous appellerions aujourd'hui conseils provinciaux ou communaux ⁽¹⁾.

Dans la discussion de notre Code pénal, il fut entendu, au contraire, que ces peines étaient applicables à tous ceux qui détiennent au nom de l'État une portion de l'autorité publique, mais qu'elles ne pouvaient frapper les conseils provinciaux et communaux.

On voit combien la signification d'un même texte varie suivant les époques.

Toutes les dispositions légales concernant les fonctionnaires sont d'ailleurs l'objet de controverses sans fin qui n'ont pas encore réussi à faire la lumière.

La définition même du fonctionnaire et les distinctions à établir entre les diverses catégories d'agents de l'État n'ont jamais été précisées dans aucun pays.

Les agents du chemin de fer, des postes et télégraphes sont-ils fonctionnaires d'autorité ou agents de gestion? La question a reçu les réponses les plus variées.

On peut cependant faire observer avec M. Mesdagh de ter Kiele que :

« L'exploitation des chemins de fer de l'État ne constitue pas une entre- »
» prise privée; elle doit son existence à la loi, qui la soumet à des règle-

(1) Voir GARÇON, *Revue pénitentiaire*, 1906, p. 886.

» ments établis par le Gouvernement, sous la sanction de pénalités
» déterminées.

» On le voit donc, depuis son institution jusqu'à son mode de fonctionne-
» ment, tout est public en cette matière et en dehors du droit privé ⁽¹⁾. »

Mais quoi qu'il en soit des controverses doctrinales, il convient évidemment de soumettre en ces matières tous les agents du Département des Chemins de fer à un même régime.

On ne concevrait pas la faculté pour certains agents de faire la grève, tandis que l'interdiction existerait pour d'autres.

Le fonctionnaire détenteur d'un mandat — librement accepté, et le plus souvent vivement sollicité — qui lui est confié par l'autorité en vue d'une mission déterminée trahit ses devoirs et ses engagements lorsqu'il s'unit à d'autres fonctionnaires pour empêcher « l'accomplissement du service légal » pour lequel il existe.

Une mission lui a été confiée pour le bien de la société, pour l'exécution d'un service nécessaire à la société.

Loin de se conformer à ses engagements, il entrave la bonne marche du service et souvent il tourne contre la société elle-même l'autorité, la puissance qu'elle lui a confiée. La société le punit; qui pourrait contester la légitimité, la nécessité de cette répression?

*
* *

Mais, dit-on, l'ouvrier du chemin de fer, le facteur des postes, le télégraphiste, le téléphoniste, l'ouvrier de la marine, le matelot ne sont pas fonctionnaires.

C'est exact, tous les employés de l'État ne sont pas « fonctionnaires » au sens restreint du mot.

Dans la pratique administrative, sont seuls qualifiés de fonctionnaires au Département des Chemins de fer les titulaires des emplois de commis-chef et au-dessus.

Les chefs de station de 4^e classe, les sous-commissaires de surveillance, les premiers chefs-gardes, les premiers chefs-facteurs de station, les chefs-gardes et les chefs-facteurs de station, quoique nommés par le Roi, ne sont donc pas qualifiés « fonctionnaires » ; ils sont « employés » comme les titulaires de tous les emplois occupant le rang hiérarchique IX ou au-dessous.

Les dispositions du code pénal datent d'une époque où le chemin de fer n'existait pas et où il était impossible de prévoir que de simples ouvriers auraient pu avoir une influence aussi grande sur les relations des citoyens entre eux, sur la vie économique de la nation.

Or, c'est de ce point de vue qu'il faut juger la question qui nous occupe en ce moment.

(1) MESDAGH DE TER KIELE, *Rapport à la Cour de cassation*. Arrêt du 19 juin 1893, cassant appel Liège, 31 mars 1893.

En cette matière, le nom, le titre, le rang importent peu; ce qu'il faut considérer, ce sont les conséquences de l'acte et, par conséquent, la responsabilité de l'auteur.

Les chefs de division sont fonctionnaires.

Supposons qu'ils se coalisent, qu'ils conviennent de cesser leur service. Il en résultera à coup sûr un trouble dans l'administration, mais ce trouble n'est pas à comparer à celui qu'occasionnerait la cessation, à un moment donné, sur un mot d'ordre, du service des agents qui doivent conduire les trains.

Ces derniers ne sont pas fonctionnaires au sens restreint du mot. Cela n'empêche que leur insubordination aurait des conséquences beaucoup plus graves que celle des chefs de division.

Fonctionnaire ou non, le machiniste a une délégation tout comme le chef de division. Il est chargé de conduire le train; et toute l'administration des chemins de fer n'existe en dernière analyse que pour lui permettre de transporter les voyageurs ou les marchandises dans le convoi qu'il dirige.

C'est donc à juste titre qu'on lui applique les mêmes dispositions qu'aux « fonctionnaires ».

Le Code pénal, d'ailleurs, ne tient pas compte non plus en semblable matière des titres de ceux qu'il atteint; il ne voit que le dommage qu'ils causent au pays entier ou aux individus.

Au chapitre III du titre II du livre II intitulé : « Des atteintes portées par des *fonctionnaires publics* aux droits garantis par la Constitution », il est prévu des peines contre ceux qui, dépositaires des dépêches télégraphiques, en auront révélé l'existence ou le contenu... (art. 150); le simple télégraphiste est donc ici traité comme le fonctionnaire; et la loi du 30 mai 1879 punit de même « les agents des postes qui auront révélé » l'existence ou le contenu d'une lettre confiée à leurs soins ».

Bien plus, lorsqu'il s'agit d'un intérêt national, les simples particuliers sont punis quand ils nuisent aux services qui leur sont confiés. « Les personnes chargées de fournitures, d'entreprises ou de régies pour le compte » de l'armée ou de la marine, qui auront volontairement fait manquer le » service dont elles sont chargées » sont frappées de peines très sévères : la réclusion et une amende de deux cents à trois mille francs.

« Les mêmes peines sont applicables aux agents des fournisseurs, si ces » agents ont volontairement fait manquer le service » (art. 292). Et le texte ne fait aucune distinction entre le temps de guerre et les périodes de paix.

*
* * *

Mais, dit-on encore, le chemin de fer n'est pas un service public. Il faut donc accorder aux agents qui y sont employés les mêmes droits qu'aux travailleurs de l'industrie privée.

Il est certain que l'administration des chemins de fer n'est pas essentiellement un service public.

Pour s'en convaincre, il suffit de remarquer que dans nombre de pays les chemins de fer n'appartiennent pas à l'État, ou ne sont pas exploités par lui, et qu'on discute encore la question de savoir quel est le meilleur des deux régimes.

En principe, ne sont *services publics* que ceux qui rentrent dans la mission propre de l'autorité publique : telles l'administration de la justice, la défense contre les attaques extérieures, etc.

Mais ces considérations théoriques n'ont guère de valeur dans l'espèce.

En Belgique, à l'heure actuelle, tous les chemins de fer, à 346 kilomètres près, sont exploités par l'État. L'État a le monopole des transports dans toute la région desservie par ses lignes. Il a dans tout le pays le monopole des postes, des télégraphes, des téléphones.

Il n'en serait pas autrement si tous ces services étaient par essence des services publics.

Tout service assuré par l'État devient en fait un service public.

Peu importe donc qu'il le soit par essence ou non. S'il ne l'était pas, il l'est devenu.

L'État ne peut invoquer d'autre raison pour le prendre à sa charge que l'importance toute particulière qu'il présente pour la nation et l'utilité qu'il y a de l'organiser en vue uniquement du bien général.

Il serait contradictoire, dès lors, de continuer à confier l'exploitation des chemins de fer aux soins de l'État et de soutenir cependant que c'est une industrie semblable à toutes les industries.

On pourrait objecter que l'État a les mêmes moyens de défense que les patrons de l'industrie privée. Les ouvriers de l'administration qui se mettent en grève peuvent être renvoyés, privés de travail; ils pourraient, le cas échéant, être rendus civilement responsables des dommages qu'ils auraient causés.

C'est certain. Actuellement tout refus de travail non motivé par des raisons plausibles telles que la maladie, par exemple, entraîne la révocation.

Il est non moins certain que si le refus de conduire un train entraînait la détérioration, la perte d'une marchandise, l'auteur responsable du refus pourrait avoir à supporter les conséquences de son acte.

Mais le fait de grève acquiert un caractère particulier chez les agents de l'État.

Le pays se trouve alors devant une administration qui refuse d'accomplir la mission pour laquelle elle existe, qui trahit la confiance que la société a placée en elle, qui prétend substituer sa volonté à celle de l'État, commettant ainsi une véritable usurpation de pouvoir, et qui, pour arriver à ses fins, n'hésite pas à troubler profondément les relations sociales, à suspendre même la vie économique de la nation.

Que dirait-on d'une troupe qui refuserait d'accomplir un service commandé?

Cette rébellion serait sévèrement punie. Cependant le service militaire

est imposé aux soldats, tandis que le service des chemins de fer est sollicité par tous ceux qui s'y trouvent employés.

La grève doit donc être réprimée, et elle ne peut l'être évidemment que par une peine particulière.

Enfin, il n'est pas inutile de faire remarquer que de tous les ouvriers du pays il n'en est pas pour lesquels le recours à la grève soit moins justifié.

L'administration des chemins de fer s'exerce sous le contrôle incessant du Parlement. Chaque année, à l'occasion de la discussion du budget, chaque semaine, à l'occasion des questions du mardi, tous les desiderata du personnel sont exposés, discutés, défendus par nombre de membres.

Chaque jour des centaines de lettres sont adressées par la voie hiérarchique ou directement au Ministre; celui-ci reçoit personnellement tous les agents qui le demandent, et voici que, d'accord avec le Parlement, le Gouvernement accorde au personnel le droit de lui présenter des requêtes collectives, fruits de délibérations au sein d'associations professionnelles.

Il n'est pas un ouvrier demandant une augmentation de salaire, pas un blessé demandant à voir augmenter son indemnité, pas un malade désirant un secours, pas un agent demandant un déplacement, une promotion, qui ne trouve plusieurs représentants et sénateurs pour se faire, auprès du Ministre ou devant le Parlement, l'organe de ses desirs, le défenseur de ses intérêts.

Et ces interventions ont une sanction d'une indiscutable efficacité dans le vote du budget.

Il n'est pas d'ouvriers de l'industrie privée qui soient dans une pareille situation, et si la grève est une arme toujours dangereuse, pour le personnel de l'État elle est de plus inutile.

*
* *

Presque tous les pays d'Europe ont pris des mesures contre les grèves d'agents employés dans les services d'intérêt public.

En Hollande, en Italie des lois contre la grève des chemins de fer ont été votées en 1903 et 1908, la France a vu formuler plusieurs propositions dans ce sens, et le Gouvernement a saisi le Parlement d'un projet interdisant toute grève de fonctionnaires. L'Espagne, dans sa récente loi sur les grèves (27 avril 1909), impose un régime particulier aux fonctionnaires des chemins de fer.

La dernière loi qui ait été votée sur cette question est la loi bulgare
des 20 décembre 1909
2 janvier 1910 adoptée à la suite de graves abus.

Il existe même en Angleterre des pénalités contre les personnes qui sont au service de compagnies chargées de fournir l'eau ou le gaz à une agglomération et qui rompent leurs engagements sachant ou ayant de raisonnables motifs de croire que l'effet probable de leur conduite sera d'interrompre, en tout ou partie, ces services.

*
* *

Dès lors qu'on punit la grève des fonctionnaires, il paraît juste de prendre des mesures contre toute personne qui les pousse à interrompre le service dont ils sont chargés. Bien souvent on évitera de graves incidents si l'on peut empêcher les agitateurs, qu'ils soient étrangers ou non à l'administration, d'exciter les agents à la révolte.

La loi punit les agents qui s'insurgent contre l'autorité, pourquoi ne punirait-elle pas ceux qui les y ont provoqués ou ont essayé de les y contraindre ?

De là l'article 22 du projet de loi.

*
* *

Tels sont les principes dont s'inspire le projet de loi que le Gouvernement a l'honneur de soumettre aux délibérations du Parlement.

En attendant que celui-ci puisse le porter à son ordre du jour et l'examiner, le règlement de l'administration a subi toutes les modifications pour lesquelles l'intervention du Parlement n'est pas nécessaire.

Dès à présent, les agents peuvent tirer parti, s'ils le désirent, des dispositions nouvelles.

Quand le projet de loi actuel sera voté, les dispositions réglementaires seront complétées en conséquence.

*Le Ministre des Chemins de fer,
Postes et Télégraphes,*

G. HELLEPUTTE.

Le Ministre de la Justice,

LÉON DE LANTSHEERE.

Projet de loi sur les associations constituées entre agents du Département des Chemins de fer, Postes et Télégraphes.

Wetsontwerp op de vereenigingen opgericht tusschen bedienden van het Departement van Spoorwegen, Posterijen en Telegrafen.

ALBERT,

ROI DES BELGES,

A tous présents et à venir, Salut.

Sur la proposition de Notre Ministre des Chemins de fer, Postes et Télégraphes, et de Notre Ministre de la Justice,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Le projet de loi dont la teneur suit sera présenté, en Notre nom, à la Chambre des Représentants par Notre Ministre des Chemins de fer, Postes et Télégraphes et Notre Ministre de la Justice :

ARTICLE PREMIER.

La présente loi est applicable à tous les agents qui occupent, dans un service dépendant du Ministère des Chemins de fer, Postes et Télégraphes, un emploi permanent.

ART. 2.

Les unions professionnelles constituées entre agents du Département jouissent de la personnification civile dans les limites et sous les conditions résultant des dispositions de la présente loi.

ART. 3.

L'union a pour objet exclusif l'étude des questions se rattachant à la profes-

ALBERT,

KONING DER BELGEN,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, Heil.

Op voorstel van Onzen Minister van Spoorwegen, Posterijen en Telegrafen, en van Onzen Minister van Justitie,

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN :

Het ontwerp van wet waarvan de inhoud volgt zal, in Onzen naam, aan de Kamer der Volksvertegenwoordigers aangeboden worden door Onzen Minister van Spoorwegen, Posterijen en Telegrafen en door Onzen Minister van Justitie :

ARTIKEL ÉEN.

Deze wet is van toepassing op al de bedienden die in een van het Ministerie van Spoorwegen, Posterijen en Telegrafen ahangenden dienst, eene bestendige bediening bekleeden.

ART. 2.

De onder de bedienden van het Departement opgerichte vakvereenigingen genieten rechtspersoonlijkheid binnen de grenzen en onder de voorwaarden voortspuitende uit de bepalingen dezer wet.

ART. 3.

De vereeniging heeft tot uitsluitend doel de vraagstukken te bestudeeren

sion ainsi que la protection des intérêts professionnels de ses membres.

Elle est constituée entre agents qui, dans des situations administratives semblables exercent une même activité professionnelle.

ART. 4.

L'union comprend au moins sept membres.

Le mineur parvenu à l'âge de 16 ans et la femme mariée peuvent être membres d'une union, sauf opposition du père, du tuteur ou du mari, notifiée à l'un des directeurs de l'union ou au délégué de la direction.

Le mineur et la femme mariée peuvent se pourvoir contre l'opposition devant le juge de paix qui statue sur simple réquisition, parties entendues ou appelées. Les actes relatifs à cette procédure sont exempts des droits de timbre et de greffe et enregistrés gratis.

Le mineur, membre de l'union, n'y a pas voix délibérative.

ART. 5.

La liste des membres de l'union est déposée et tenue à jour au siège social; tout associé peut en prendre connaissance.

ART. 6.

La reconnaissance légale de l'union a lieu par arrêté royal.

Les fondateurs doivent adresser au Ministre, en double exemplaire, les statuts et la liste des membres fonda-

betreffende het bedrijf alsmede de beroepsbelangen harer leden te beschermen.

Zij wordt opgericht onder bedienden die, in gelijken toestand bij het Beheer, eene zelfde beroepsbedrijvigheid uitoefenen.

ART. 4.

De vereeniging bestaat uit ten minste zeven leden.

De minderjarige die den leeftijd van 16 jaar bereikt heeft en de gehuwde vrouw kunnen lid zijn eener vereeniging, behoudens verzet van den vader, den voogd of den echtgenoot, aan een van de bestuurders der vereeniging of aan den gemachtigde van het bestuur bekendgemaakt.

De minderjarige en de gehuwde vrouw kunnen zich van het verzet beroepen bij den vrederechter, die op eenvoudige vordering beslist, de partijen gehoord of opgeroepen. De akten dezer rechtspleging zijn vrijgesteld van zegel- en griffierechten en worden kosteloos geregistreerd.

De minderjarige, lid der vereeniging, heeft er geene beraadslagende stem.

ART. 5.

De lijst van de leden der vereeniging is neergelegd en wordt bijgehouden ter maatschappelijke zetelplaats; elke deelgenoot kan daarvan kennis nemen.

ART. 6.

De wettelijke erkenning der vereeniging geschiedt bij koninklijk besluit.

De stichters zenden aan den Minister, in tweevoud, de statuten en de lijst der stichtende leden of der leden die met

teurs ou chargés de l'administration et de la direction de l'union.

L'arrêté royal de reconnaissance ainsi que les statuts et la liste y annexée sont publiés au *Moniteur* sous forme d'annexes qui sont adressées aux greffes des cours d'appel, des tribunaux de première instance, des tribunaux de commerce et des justices de paix, où chacun peut en prendre gratuitement communication ou copie.

ART. 7.

Les statuts doivent mentionner :

1° La dénomination adoptée par l'union et le lieu de son siège;

2° Les catégories d'agents auxquelles elle est ouverte;

3° Les conditions mises à l'entrée des membres.

Chaque associé a le droit de se retirer à tout instant de l'union après paiement des cotisations échues;

4° L'organisation de la direction de l'union et de la gestion des biens, le mode de nomination et les pouvoirs des personnes chargées de cette direction et de cette gestion.

La direction et la gestion doivent être confiées à des membres majeurs, choisis en assemblée générale. Les femmes ne peuvent participer à la direction ni à la gestion;

5° Le terme du mandat des personnes chargées de la direction et de la gestion.

Ce terme ne peut excéder quatre ans. le mandat est toujours révocable par l'assemblée générale;

6° Le genre de placement des fonds sociaux.

Il est interdit à l'union de prendre

het beheer en het bestuur der vereeniging belast zijn.

Het koninklijk besluit van erkenning alsmede de statuten en de daarbij gevoegde lijst worden afgekondigd in den *Moniteur* onder vorm van bijlagen, die gestuurd worden aan de griffies der beroepshoven, der rechtbanken van eersten aanleg, der handelsrechtbanken en der vrederechten; waar een iegelijk er kosteloos kennis of afschrift kan van nemen.

ART. 7.

De statuten moeten vermelden :

1° Den door de vereeniging aangenomen naam en dezer zetelplaats;

2° De soorten van bedienden tot dewelken zij openstaat;

3° De voorwaarden gesteld voor de opneming der leden.

Elke deelgenoot heeft het recht zich te allen tijde uit de vereeniging terug te trekken na betaling der vervallen bijdragen;

4° De inrichting van het bestuur der vereeniging en van het beheer der goederen, de wijze van aanstelling en de machten der personen, met dat bestuur en dat beheer belast.

Het bestuur en het beheer moeten toevertrouwd zijn aan in algemeene vergadering gekozen meerderjarige leden. Vrouwen mogen geen deel nemen aan het bestuur of het beheer;

5° De termijn van het mandaat der personen belast met het bestuur en het beheer.

Die termijn mag vier jaar niet overtreffen; het mandaat kan door de algemeene vergadering steeds teruggenomen worden;

6° De wijze van belegging der maatschappelijke gelden.

Het is der vereeniging verboden dee-

des parts ou des actions dans les sociétés commerciales.

7° Le mode de règlement des comptes;

8° Les sanctions que l'union édictera, le cas échéant, pour l'observation de ses règlements.

Ces sanctions ne peuvent faire l'objet d'une action civile.

ART. 8.

Les actes portant modification aux statuts ou à la liste des membres chargés de la direction et de l'administration de l'union n'ont d'effet qu'après avoir été déposés, autorisés, entérinés et publiés conformément à l'article 6.

ART. 9.

La dissolution de l'union et les modifications aux statuts ne peuvent être valablement décidées qu'à la majorité des trois quarts au moins des membres présents, dans une assemblée générale spécialement convoquée à cette fin et composée du tiers au moins des membres ayant droit de vote.

ART. 10.

L'union jouit de la personnification civile le 10^e jour après celui de la publication au *Moniteur* de l'arrêté royal de reconnaissance.

ART. 11.

L'union ne peut posséder, en propriété ou autrement, d'autres immeubles que ceux qui sont nécessaires à l'établissement de ses locaux de réunion,

ou de aandeelen in handelsmaatschappijen te nemen;

7° De wijze van vereffening der rekeningen;

8° De waarborgen welke de vereeniging desvoorkomend zal stellen voor de naleving harer reglementen.

Die waarborgen kunnen niet het voorwerp eener burgerlijke rechtsvordering uitmaken.

ART. 8.

De akten waarbij wijziging wordt gebracht aan de statuten of aan de lijst der leden belast met het bestuur en het beheer der vereeniging, hebben enkel kracht nadat zij overeenkomstig artikel 6 neergelegd, toegelaten, bekrachtigd en afgekondigd werden.

ART. 9.

Tot ontbinding der vereeniging en tot wijziging der statuten kan slechts geldiglijk beslist worden met de meerderheid van ten minste de drie vierden der aanwezige leden, in eene daartoe bijzonder opgeroepen algemeene vergadering, bestaande uit ten minste het derde der stemgerechtigde leden.

ART. 10.

De vereeniging geniet rechtspersoonlijkheid den 10^e dag na dien waarop het koninklijk besluit tot erkenning in den *Moniteur* afgekondigd werd.

ART. 11.

De vereeniging kan, in eigendom of anderszins, geene andere onroerende goederen bezitten dan die welke noodig zijn tot de oprichting van hare verga-

bureaux, bibliothèques, collections, hospices et hôpitaux.

Elle peut être autorisée par arrêté royal à posséder des immeubles ayant une de ces destinations, mais dont il lui serait impossible de faire immédiatement usage à cette fin.

ART. 12.

Les donations entre vifs ou par testament, au profit de l'union, n'auront leur effet que pour autant qu'elles auront été autorisées par le Ministre ou, s'il s'agit de biens meubles d'une valeur supérieure à 5,000 francs ou d'immeubles, par arrêté royal.

L'arrêté qui autorise, au profit de l'union, l'acceptation d'une libéralité dans laquelle un immeuble est compris fixe, s'il y a lieu, le délai dans lequel l'immeuble devra être aliéné.

Le disposant peut stipuler à son profit ou au profit de ses héritiers ou ayants cause le droit de reprendre, en cas de dissolution de l'union, une somme égale à la valeur des biens faisant l'objet de la libéralité.

Cette somme est déterminée par les intéressés préalablement à la demande aux fins de l'autorisation prévue par le premier alinéa du présent article. Si la libéralité a pour objet un immeuble dont l'aliénation est ordonnée, le droit de reprise s'exercera, le cas échéant, à concurrence du prix de vente.

ART. 13.

Il est établi au profit de l'État une taxe de 4 % du revenu cadastral des

deringslokalen, bureelen, boekerijen, verzamelingen, gast- en godshuizen.

Bij koninklijk besluit kan zij gemachtigd worden onroerende goederen te bezitten die tot een dier doeleinden bestemd zijn, doch die het haar onmogelijk zou wezen onmiddellijk daartoe te bezigen.

ART. 12.

Schenkingen bij levenden lijve of bij erfplating, ten voordeele der vereeniging, zijn slechts van kracht in zooverre zij geoorloofd werden door den Minister of, voor roerende goederen van eene hoogere waarde dan 5,000 frank of onroerende goederen, door een koninklijk besluit.

Het besluit dat, ten voordeele der vereeniging, het aannemen eener gift toelaat waarin een onroerend goed begrepen is, stelt, des gevallend, den termijn vast binnen welken dat onroerend goed moet vervreemd wezen.

De beschikker mag, te zijnen voordeele of ten voordeele zijner rechtverkrijgenden, het recht bepalen, bij ontbinding der vereeniging, eene som terug te nemen gelijk aan de waarde der goederen die het voorwerp der gift uitmaken.

Die som wordt door de belanghebbenden bepaald vóór het indienen van de vraag tot oorlof, in het eerste lid van dit artikel voorzien. Bestaat de gift in een onroerend goed waarvan de vervreemding is bevolen, dan wordt het recht tot terugneming, des voorkomend, tot het bedrag van den verkoopprijs uitgeoefend.

ART. 13.

Ten voordeele van den Staat wordt eene takse gelegd van 4 % van het

immeubles appartenant aux unions professionnelles.

Les formes prescrites pour le recouvrement de la contribution foncière seront suivies pour le recouvrement de la dite taxe.

ART. 14.

A moins de dispositions spéciales dans les statuts, l'union est représentée dans tous les actes juridiques par ses directeurs ou par celui d'entre eux que l'assemblée aura délégué à cet effet.

Tous les actes et documents quelconques émanant d'une union portent la mention de sa qualité d'union professionnelle reconnue.

ART. 15.

Avant le 1^{er} mars de chaque année, l'union adresse au Ministre :

1° Un compte de ses recettes et de ses dépenses, clôturé au 31 décembre précédent.

Ces comptes sont dressés conformément à un modèle arrêté par le Gouvernement. Ils sont préalablement soumis à l'approbation de l'assemblée générale, après avoir été durant quinze jours, au siège local, soumis à l'inspection des membres de l'union ; ils ne sont rendus publics que de l'assentiment de l'union ;

2° La liste des membres chargés de l'administration ou de la direction de l'union. Elle sera publiée au *Moniteur* en la forme ordinaire.

ART. 16.

L'union peut être dissoute par arrêté

kadastraal inkomen der aan de vakvereenigingen toebehoorende onroerende goederen.

De invordering van die takse zal geschieden overeenkomstig de vormen voor de invordering der grondbelasting voorgeschreven.

ART. 14.

Ten ware in de statuten anders bepaald was, is de vereeniging in alle gerechtelijke akten vertegenwoordigd door hare bestuurders of door hem hunner dien de vergadering daartoe gemachtigd heeft.

Alle welkdanige akten en bescheiden die van eene vereeniging uitgaan, voeren de melding harer hoedanigheid van erkende vakvereeniging.

ART. 15.

Vóór 1^{er} Maart van elk jaar, zendt de vereeniging aan den Minister :

1° Eene rekening van hare ontvangsten en hare uitgaven, afgesloten op 31^{er} December van het vorige jaar.

Die rekeningen worden opgemaakt overeenkomstig een door de Regeering vastgesteld model. Zij worden vooraf aan de goedkeuring der algemeene vergadering onderworpen, nadat zij, vijftien dagen lang, ten plaatselijken zetel, ter inzage van de leden der vereeniging hebben gelegen ; slechts met de toestemming van de vereeniging worden zij openbaar gemaakt ;

2° De lijst van de leden, met het beheer of het bestuur der vereeniging belast. Zij zal in den gewonen vorm in den *Moniteur* afgekondigd worden.

ART. 16.

De vereeniging kan ontbonden wor-

royal lorsqu'elle ne se conforme pas à ses statuts, aux dispositions légales ou aux règlements administratifs.

ART. 17.

La dissolution de l'union peut aussi être prononcée par les tribunaux, à la demande du ministère public ou de tout intéressé :

1° Lorsque l'union ne se conforme pas aux prescriptions des articles 3 et 4 de la présente loi ;

2° Lorsque les biens de l'union sont employés à un autre objet que celui pour lequel l'union est formée.

Somation d'avoir à se conformer à la loi est notifiée à l'union préalablement à la demande en dissolution.

Cette sommation est, à la diligence du requérant, publiée par extrait aux annexes du *Moniteur*. Il ne peut être statué sur la demande que trois mois après la date de la publication.

L'instance est instruite et jugée comme en matière sommaire.

ART. 18.

Tout arrêté royal, jugement ou arrêt qui prononce la dissolution, nomme un ou plusieurs liquidateurs, s'il n'en est pas désigné par les statuts.

L'arrêté royal ou un extrait du jugement ou de l'arrêt est publié conformément à l'article 6 de la présente loi.

ART. 19.

L'union professionnelle est, après sa dissolution, réputée exister pour sa liquidation. Toutes les pièces émanées

den bij koninklijk besluit, als zij hare statuten, de wettelijke bepalingen of de reglementen van het Beheer niet naleeft.

ART. 17.

Op aanzoek van het openbaar ministerie of van elken belanghebbende, kan de ontbinding ook worden uitgesproken door de rechtbanken :

1° Als de vereeniging het bepaalde bij artikelen 3 en 4 dezer wet niet naleeft ;

2° Als de goederen der vereeniging gebezigd worden tot een ander doel dan voor hetwelk de vereeniging werd gesticht.

Vóór de vraag tot ontbonden verklaring wordt de vereeniging aangemaand tot naleving der wet.

Die aanmaning wordt, op aanzoek van den aanvrager, als uittreksel in de bijlagen van den *Moniteur* afgekondigd. Over de vraag kan maar worden beslist drie maanden na den dag der afkondiging.

De vordering wordt onderzocht en gevonnist als in summier zaken.

ART. 18.

Elk koninklijk besluit, vonnis of arrest dat de ontbinding uitspreekt, stelt een of meer schuldvereffenaars aan, zoo er geen in de statuten aangewezen zijn.

Het koninklijk besluit of een uittreksel van het vonnis of arrest wordt afgekondigd overeenkomstig artikel 6 van deze wet.

ART. 19.

De vakvereeniging wordt, na hare ontbinding, beschouwd als nog bestaande voor hare schuldvereffening.

d'une union dissoute mentionnent qu'elle est en liquidation.

Après paiement des dettes, l'avoir de l'union est réparti comme suit :

Le montant des dons et legs fait retour au disposant ou à ses héritiers et ayants cause, pour autant que le droit de reprise ait été stipulé dans l'acte constitutif de la libéralité et que l'action soit intentée dans l'année qui suit la publication de l'acte de dissolution.

L'actif net, déduction faite, s'il y a lieu, du montant des dons et legs faits à l'union, est attribué à une œuvre similaire ou connexe désignée soit par les statuts, soit par une décision de l'assemblée générale. Cette désignation n'aura d'effet que si l'affectation donnée aux biens est reconnue conforme à la loi par le Ministre.

Lorsque la destination de l'actif n'a pas été réglée ou qu'elle l'a été contrairement à la loi, les biens de l'union sont recueillis par l'État.

ART. 20.

Sera puni d'une amende de 26 à 500 francs :

1° Quiconque fera sciemment une fausse déclaration relative aux statuts, à la liste des membres directeurs et administrateurs et au compte des recettes et dépenses prévus par les articles 5, 8 et 15;

2° Tout membre directeur d'une union qui ne se conformera pas aux prescriptions des articles 5 et 15;

3° Quiconque, après que la dissolution aura été prononcée, participera à

Alle stukken, van eene ontbonden vereeniging uitgaande, vermelden dat zij in liquidatie is.

Na betaling der schulden, wordt het bezit der vereeniging verdeeld als volgt :

Het bedrag der giften en erflatingen keert terug naar den beschikker of aan zijne erfgenamen en rechtverkrijgenden, in zoverre het recht van terugneming bepaald werd in de akte tot vaststelling der gift, en de vordering ingesteld wordt binnen het jaar dat volgt op de afkondiging van de akte van ontbinding.

Het zuiver actief na aftrek, des voorkomend, van het bedrag der aan de vereeniging gedane giften en erflatingen, wordt toegekend aan een gelijkaardig of samengaan werk hetzij door de statuten, hetzij door eene beslissing van de algemeene vergadering aangewezen. Die aanwijzing heeft maar kracht, zoo de aan de goederen gegeven bestemming door den Minister als overeenkomstig met de wet erkend wordt.

Als de bestemming van het actief niet werd geregeld of in strijd met de wet werd geregeld, gaan de goederen der vereeniging over aan den Staat.

ART. 20.

Wordt gestraft met eene boete van 26 tot 500 frank :

1° Een iegelijk die voorbedachtelijk eene valsche verklaring zal doen betreffende de statuten, de lijst der besturende en beheerende leden en de bij artikelen 5, 8 en 15 voorziene rekening der ontvangsten en uitgaven;

2° Elk besturend lid eener vereeniging, die de bepalingen van artikelen 5 en 15 niet zal naleven;

3° Een iegelijk die, nadat de ontbinding uitgesproken werd, deel zal nemen

la direction de l'union autrement que pour en assurer la liquidation.

L'article 85 du Code pénal est applicable à ces infractions.

ART. 21.

Seront punis des peines prévues par l'article 236 du Code pénal, les agents qui auront apporté une entrave à la marche régulière du service, soit par la cessation simultanée du travail, soit par tout autre manœuvre collective.

ART. 22.

Les articles 66, 67, 69 § 2, 85 du Code pénal, ainsi que les articles 1 § 2, 3 et 4 de la loi du 25 mars 1891, sont applicables aux faits prévus par l'article précédent.

ART. 23.

Les sociétés mutualistes constituées entre agents du Département et reconnues conformément à la loi du 23 juin 1894 pourront être chargées — si leurs statuts les y autorisent — d'allouer à leurs membres, en cas de maladie ou d'accident, des indemnités imputables sur des fonds mis à leur disposition par le Gouvernement.

Les sociétés qui assument ce service doivent en faire l'objet d'une comptabilité distincte et rendre compte au Ministre de l'emploi des subsides accordés dans ce but.

Les sociétés mutualistes pourront également faciliter l'affiliation de leurs membres à la Caisse générale de retraite

aan het bestuur der vereeniging anders dan om daarvan de schuldvereffening te verzekeren.

Op zulke inbreuken is artikel 85 van het Strafwetboek van toepassing.

ART. 21.

Worden gestraft met de straffen voorzien bij artikel 236 van het Strafwetboek, de bedienden die den geregelden gang van den dienst zullen belemmerd hebben, hetzij door gelijktijdige staking van het werk, hetzij door elk andere collectieve praktijk.

ART. 22.

Artikelen 66, 67, 69 § 2, 85 van het Strafwetboek, alsmede artikelen 1 § 2, 3 en 4 van de wet van 25^e Maart 1891, zijn van toepassing op de door het vorig artikel voorziene feiten.

ART. 23.

De maatschappijen tot onderlingen bijstand, onder bedienden van het Departement gesticht en overeenkomstig de wet van 23^e Juni 1894 erkend, kunnen worden belast — zoo hare statuten haar zulks toelaten — aan hare leden, in geval van ziekte of ongeval, vergoedingen toe te kennen, die uitgetrokken worden op de door de Regearing te harer beschikking gestelde gelden.

De maatschappijen, welke zich met dien dienst gelasten, moeten daarvan eene bijzondere boekhouding hebben en den Minister rekenschap geven over het gebruik der met dat doel verleende toelagen.

De maatschappijen tot onderlingen bijstand mogen ook de aansluiting bevorderen van hare leden bij de Alge-

sous la garantie de l'État ou à une caisse spéciale de retraite qui serait éventuellement créée pour les agents du Département.

ART. 24.

Il est formellement interdit aux sociétés coopératives, constituées entre agents du Département, de vendre à des personnes non affiliées et, en général, de les faire bénéficier de tout ou partie des avantages sociaux.

Donné à Bruxelles, le 11 mars 1910.

meene Lijfrentkas onder den waarborg van den Staat of bij eene bijzondere lijfrentkas, des voorkomend op te richten voor de bedienden van het Departement.

ART. 24.

Het is aan samenwerkende maatschappijen, onder bedienden van het Departement gesticht, uitdrukkelijk verboden, te verkoopen aan personen die niet aangesloten zijn en, over het algemeen, die personen te laten genieten van al of van een deel der maatschappelijke voordeelen.

Gegeven te Brussel, den 11^e Maart 1910.

ALBERT.

PAR LE ROI :

*Le Ministre des Chemins de fer,
Postes et Télégraphes,*

VAN 'S KONINGS WEGE :

*De Minister van Spoorwegen,
Posterijen en Telegrafen,*

J. HELLEPUTTE.

Le Ministre de la Justice,

De Minister van Justitie,

LÉON DE LANTSHEERE.

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 11 MAART 1910.

Wetsontwerp op de vereenigingen, opgericht tusschen bedienden van het Departement van Spoorwegen, Posterijen en Telegrafien.

MEMORIE VAN TOELICHTING.

MIJNE HEEREN,

Herhaaldelijk, en reeds tijdens de bespreking van de Begrooting voor 1907, heeft de Regeering verklaard dat zij het vereenigingsrecht van de bedienden van het Departement van Spoorwegen aankleefde in de mate strookend met de noodzakelijkheid orde en tucht te vrijwaren.

In geen land ter wereld is de geest van vereeniging meer verspreid dan in België, en dit is verheugend.

Niets draagt meer bij tot de burgerlijke opvoeding der burgers dan lid — en vooral leider — te zijn van eene vereeniging, al ware deze zelfs eene maatschappij tot vermaak.

Elke van die groepeeringsen gelijkt trouwens, in het klein, aan eene groo-tere samenleving met eigen overleveringen, grondwet, wetten, parlement, bestuursorgans en bestuursorgans.

Men leert er de kunst om te gebieden en de noodzakelijkheid van te gehoorzamen; men leert er dit vrijwillig en, bijgevolg, in de best mogelijke voorwaarden. De leden gewinnen zich op de heilzaamste wijze aan de uit-oefening van het « self government ».

De Regeering kan dus niet genoeg, op alle gebied, de oprichting en de ontwikkeling der vereenigingen aanmoedigen, zoodra dezer doel geoor-loofd is.

*
* *

Het spreekt overigens vanzelf dat, zoo om het even welke burgers naa r

eigen verkiezen gebruik kunnen maken van het recht van vereeniging dat bij de Grondwet is uitgeroepen, zij die in dienst zijn van den Staat geene aanspraak kunnen maken op eene even uitgebreide vrijheid.

De rechtstoestand van de bedienden van het Beheer gelijkt niet aan dien van beambten en werklieden van bijzondere ondernemingen.

Ons bestuurlijk recht is zoo weinig ontwikkeld dat het zeer moeilijk valt, in België meer nog dan in andere landen, vaste regelen te bepalen omtrent den rechtstoestand van den ambtenaar. Onbetwistbaar nochtans is het, dat zich tusschen de bedienden en den Staat een eenzijdig gezagsverbond vestigt, waaraan zij zich vrijwillig onderwerpen en dat volkomen gewettigd is door den aard en de zending van den Staat.

Daaruit spruiten voor den ambtenaar verschillende beperkingen van de gewone vrijheden der burgers.

Zij zijn en dienen min of meer uitgebreid volgens de betrokken diensten; evenzoo moeten zij aangepast worden naar tijds- en plaatsomstandigheden, naar de gebruiken en de neigingen van elk volk.

In geen enkel land echter, onder geene enkele Regeering, kon de wettigheid, de noodzakelijkheid van die beperkingen betwist worden.

De bedienden van den Staat vinden overigens ruime vergoedingen in de voordeelen die hun door het Beheer worden verschaft, zooals ten overvloede blijkt, enkel uit de menigte kandidaten voor iedere bediening.

Ten andere zijn het toezicht van het parlement en de bestuurlijke eerlijkheid in België voldoende waarborgen tegen elk misbruik dat zou te duchten zijn.

Geheel het land zou de volstrekte afschaffing van elke beperking van de vrijheid der Staatsbedienden afkeuren.

Zoo mogen dezen geene politieke mandaten aannemen.

Het is hun ook verboden handel te drijven. Zoozeer is deze onvereenigbaarheid in onze zeden gedrongen, dat de in bijzondere gevallen toegestane afwijkingen aanleiding geven tot zoo hevig als eenparig protest.

Bij het Departement van Spoorwegen is in de bepalingen tot inrichting volgende onvereenigbaarheid voorzien :

« Ambtenaars en beambten in werkelijken dienst, werklieden inbegrepen, mogen niet terzelfder tijd een ander ambt waarnemen, dat » door Staat, provincie, gemeente, openbare of private besturen wordt » bezoldigd.

» Het is hun verboden eenig kiesmandaat aan te nemen, eenig winstgevend beroep uit te oefenen, eenigen handel te drijven, hetzij voor » zichzelf, hetzij namens hunne echtgenoot of door elken anderen » tusschenpersoon, en deel te nemen aan het bestuur of het beheer van om » het even welke maatschappij, nijverheids- of handelsinstelling.

» De Minister kan, in bijzondere gevallen, van dat verbod ontheffen. »

*
* *

Voor het oogenblik, geldt het te weten in welke mate de bedienden van het Departement van Spoorwegen gebruik moeten kunnen maken van het recht van vereeniging, inzonderheid wat betreft de vakvereenigingen.

Eigenlijk zou de zaak kunnen geregeld worden langs bestuurlijken weg, zooals zij het tot heden was. Feitelijk was men, in de laatste tijden, zeer toegevend, alhoewel de tekst der reglementsbepalingen nog niet gewijzigd werd. De Regering heeft gemeend, daar de zaak reeds herhaaldelijk ter Kamer werd besproken, dat het beter was de grondbeginselen waarnaar zij hare bestuurlijke houding te dien opzichte regelt, door een wetstekst te huldigen.

Daardoor zullen de nieuwe bepalingen meer ontzag wekken en tevens een grooteren waarborg van bestendigheid aanbieden.

Daarenboven zal het, dank zij de wet, aan het beheer vrijstaan maatregelen te treffen waarvan misschien anders de wettelijkheid niet aan alle opspraak zou ontsnappen; — zooals het verleenen van toelagen aan sommige vereenigingen.

Ten slotte is het noodig den wettelijken toestand te bepalen van de nieuwe vakvereenigingen, wat onmogelijk zou wezen zonder de stemming van eene wet.

*
* *

Welke vereenigingen zal het personeel van het Departement voortaan mogen oprichten?

Welke zal de rechtstoestand dier vereenigingen zijn?

Vooreerst, zal het personeel, evenals thans, maatschappijen tot vermaak, van weldadigheid, van kunst, van letterkunde, van wetenschappen en spaarmaatschappijen mogen stichten.

Einde Maart 1909 bestonden er 97.

Zij bevinden zich in dezelfde voorwaarden als de tallooze in België bestaande maatschappijen van denzelfden aard.

Tot heden is hun bij de wet nog geene rechtspersoonlijkheid toegekend. Het schijnt niet noodig te dien opzichte nieuwigheden in te voeren ten bate van de door het personeel van het Departement van Spoorwegen gestichte maatschappijen en aan deze een voorrecht te verleenen dat de andere niet zouden bezitten.

*
* *

Dan komen de samenwerkende maatschappijen, die eveneens van nu reeds mogen opgericht worden.

Op voormelden datum bestonden er 50.

Hunne werking is geregeld door de wet op de handelsmaatschappijen. Zij blijven bestaan onder het stelsel van het gemeen recht.

Door de thans bestaande reglementen is bepaald in welke voorwaarden de spoorwegbedienden erin mogen samenwerken.

Ziehier de bijzonderste voorschriften :

» De bedienden hebben het recht samenwerkende verbruikmaatschappijen op te richten; de uitoefening van dat recht mag niet verhinderd worden.

» Het is echter verkieselijk dat die maatschappijen onder Staatsbedienden tot stand komen.

» Daarenboven is het noodig :

» 1^o dat de samenwerkende maatschappijen zich elke handelsverrichting ontfangen, dat is elken verkoop aan niet deelhebbende personen;

» 2^o dat de ambtenaren en bedienden, die eenig gezag over het personeel voeren, zich onthouden van alle tusschenkomst die op de eene of andere wijze als eene drukking zou kunnen beschouwd worden;

» 3^o dat de bedienden die deel uitmaken van de comiteiten, zich met de zaken van die maatschappijen enkel bezighouden buiten hun diensttijd bij het beheer;

» 4^o dat de deelhebbenden zich wel wachten aan de maatschappijen, in dezer betrekkingen met het beheer, eenig gemak of bijzonder voordeel te verleen of te verschaffen.

» Deze aanbevelingen moeten strikt worden nageleefd; elke overtreding of elk ander verzuim wordt streng gestraft.

» Bedienden die deelnemen aan het beheer van samenwerkende maatschappijen, waarvan al de leden tot het Departement van Spoorwegen, Posterijen en Telegrafen behooren, hoeven daartoe geene toelating te vragen.

» Geldt het gemengde maatschappijen, wil zeggen maatschappijen waarvan ook personen deel uitmaken die niet tot het Departement behooren, dan is het aan het personeel verboden aan het beheer dier maatschappijen deel te nemen, tenzij mits eene vooraf bekomen toelating van den Minister.

» De hoogere overheid behoudt zich bovendien voor, eens voor altijd een besluit te nemen ten opzichte van sommige samenwerkende maatschappijen, en voor de toekomst de dienstbestuurders te machtigen om te beslissen over de vragen van bedienden die wenschen deel te nemen aan het beheer van die maatschappijen. »

Die samenwerkende maatschappijen werden dikwijls gehokeld door de kleinhandelaars.

Zij die hunne krachten wijden aan de, gewis, loffelijke verdediging van de zoo eerbiedwaardige belangen der kleine burgerij, hebben dikwijls bedoelde maatschappijen bestreden.

Nochtaans heeft de Regeering nooit gemeend aan hare bedienden te moeten verbieden samenwerkende maatschappijen op te richten, mits zij, wel te verstaan, haren natuurlijken werkkring niet te buiten gaan.

Bovendien zou zulke maatregel zonder eenige uitwerking zijn op de vrijwaring der belangen tot wier bescherming hij zou genomen worden,

aangezien niemand eenen spoorwegbediende zou kunnen beletten lid te worden van eene der talrijke samenwerkende maatschappijen die overal in het land bestaan.

Wat verbinderd moet worden, is dat de door de spoorwegbedienden opgerichte samenwerkende maatschappijen mededinging voor den vrijen handel doen, door te verkoopen aan personen die vreemd aan de vereeniging zijn of dezelve andere maatschappelijke voordeelen te verleenen. Zulke praktijk is te veroordeelen en moet verboden blijven.

* * *

Maatschappijen tot onderlingen bijstand mogen insgelijks van nu af bestaan en hebben reeds eene belangrijke uitbreiding genomen.

Einde Maart 1909 bestonden er 245.

Toch dient hier een onderscheid gemaakt.

Onder de maatschappijen tot onderlingen bijstand dragen de eenen haren naam met reden. De anderen zijn eerder in schijn dan in werkelijkheid tot onderlingen bijstand.

Vooreerst dient herinnerd dat door de voordeelen, toegekend aan het personeel van het Departement, voor ruim de meeste bedienden het gewone werkgebied van de maatschappijen tot onderlingen bijstand niet bestaat.

In geval van ziekte worden de werklieden verpleegd, krijgen zij geneesmiddelen en trekken daarenboven hulpelden overeenkomende met de helft en tot met de drie vierden van hun loon, volgens het bedrag van dit loon en de familielasten der belanghebbenden.

In geval van arbeidsongeval ontvangen zij, boven de bij de wet voorgeschreven vergoedingen, tijdens den duur van hunne verwijdering van den dienst, en tot 4 jaar lang, het verschil tusschen de wettelijke vergoedingen en hunne bezoldiging als zij in dienst zijn.

Als zij voorgoed onbekwaam zijn tot werken of als zij den leeftijd van oppensioenstelling hebben bereikt, krijgen de werklieden een rustgeld dat aldus wordt berekend :

20 t. h. van het gemiddeld vast loon der 3 laatste jaren, met 1 $\frac{1}{2}$ t. h. voor elk jaar dienst boven tien, zondèr echter, in het geheel, 50 t. h. van dat loon noch eene jaarlijksche som van 2,500 frank te mogen overschrijden. Indien de onbekwaamheid tot werken het gevolg is van een arbeidsongeval, dan wordt het pensioen, met inbegrip van de wettelijke vergoeding, bepaald op ten minste 50 t. h. van het laatste loon en kan het, volgens den dienstouderdom van den belanghebbende, tot 75 t. h. van dat loon bedragen.

De wettelijke vergoedingen voor verwondingen en het heele bedrag der pensioenen vallen uitsluitend ten laste van de Openbare Schatkist, die daarenboven aan de Werkliedenkas belangrijke toelagen verleent voor haren genees- en artsenskundigen dienst.

Daaruit volgt dat voor de spoorwegwerklieden het gewone doel van den onderlingen bijstand bereikt is zonder dat de tusschenkomst van eenige vereeniging noodig zij.

Nochtans is het grondbeginsel van den onderlingen bijstand vatbaar voor zóo menigvuldige en zóo verschillende toepassingen, dat vrij talrijke maatschappijen zijn ontstaan met andere betrachtingen dan hulp in geval van ziekte, ongeval of ouderdom.

Andere groepeeringsen zijn ontstaan onder den dekmantel van onderlingen bijstand om het tot dusver van kracht zijnde verbod te ontwijken zich in te laten met « beroepsbelangen ».

Eigenlijk worden, op de vergaderingen, die belangen door de leden besproken en zien dezen er geen bezwaar in, meestal verscholen achter naamloosheid, allerhande boekjes, omzendbrieven en drukwerken waarin hunne betrachtingen uiteengezet zijn, aan de leden der Wetgevende Kamers te zenden of onder het publiek te verspreiden.

Welke zal, onder het nieuwe stelsel, de toestand zijn der maatschappijen tot onderlingen bijstand?

Allen zullen zich wettelijk laten erkennen; aldus zullen zij de rechten genieten, haar toegekend door de wet van 23 Juni 1894.

De maatschappijen die enkel met den naam « tot onderlingen bijstand » waren, zullen geene reden meer hebben tot het aannemen van dien vorm van vereeniging, vermits vakgroepeeringsen zullen mogen bestaan.

De anderen kunnen enkel winnen bij die erkenning; deze is trouwens eene onmisbare voorwaarde opdat het beheer bijdrage tot hare werking.

De Regeering meent, inderdaad, dat het niet volstaat de maatschappijen tot onderlingen bijstand te gedoogen en aan te moedigen, doch zij is bereid dezen te helpen en er zelfs hare medewerksters van te maken.

Gedurig hebben bedienden — vooral onder die welke deel uitmaken van maatschappijen tot onderlingen bijstand — gevraagd een grooter aandeel te bekomen in het beheer der Werkliedenkas.

De Beheerraad dier Kas is samengesteld uit : 13 gewone leden waarvan 6 werklieden, 41 plaatsvervangende leden waarvan 7 werklieden.

De hiervoren bedoelde wensch komt dus hierop neer, dat het aantal werklieden, leden van den Raad, verhoogd worde.

Niet alleen is de Regeering geneigd dien weg op te gaan, doch zij is voornemens naar middelen uit te zien om aan maatschappijen tot onderlingen bijstand de zending toe te vertrouwen, zelf de hulpgelden aan hare leden toe te kennen.

Het spreekt vanzelf dat de Regeering er niet aan denkt, zich op de maatschappijen tot onderlingen bijstand te ontlasten van de uitgaven die zij thans zelf draagt, doch de belanghebbenden de te hunner beschikking gestelde gelden zelve te laten beheeren en verdeelen.

Om daaromtrent elke moeilijkheid van rechtskundigen aard te voorkomen en om de controle te verzekeren welke het beheer niet mag ophouden op de inrichting dier diensten uit te oefenen, machtigt het

wetsvoorstel de maatschappijen tot onderlingen bijstand de toelagen, die de Regeering haar mocht verleenen, te ontvangen, als een onderscheiden fonds te beheeren en, onder het toezicht van den Minister, onder hare leden te verdeelen.

Eene nieuwe wettelijke tusschenkomst is vooral noodig om de Regeering in staat te stellen de medewerking te vragen van de maatschappijen tot onderlingen bijstand tot het verzekeren van den dienst der pensioenen.

Te dien aanzien is, inderdaad, de taak van de maatschappijen tot onderlingen bijstand beperkt tot die van eenvoudige bemiddelaarsters tusschen de deelgerechtigden en de Algemeene Spaar- en Lijfrentkas.

Uit hoofde van het groote aantal bedienden die afhangen van het Departement van Spoorwegen, behooren de oprichting en de werking van eene bijzondere pensioenkas voor dit Departement tot de mogelijkheid.

De Regeering onderzoekt de zaak; kan de bedoelde nieuwe inrichting tot stand worden gebracht, dan zouden de maatschappijen tot onderlingen bijstand nuttige bemiddelaarsters zijn voor de aansluiting harer leden.

*
* * *

Blijven de vakvereenigingen.

In de verzoekschriften die gezonden werden naar het Parlement, zoowel als in de redevoeringen die werden uitgesproken tot ondersteuning van die verzoekschriften, werd het verlangen van de bedienden van het Departement van Spoorwegen aldus uitgedrukt : « machtiging bekomen » om zich in te laten met de *beroepsbelangen* der bedienden ».

Welke is de eigenlijke beteekenis dier woorden? Welke is de dracht van die vraag?

Bij de eenen, zijn de *beroepsbelangen* versmolten met de *persoonlijke* belangen, eigen aan al de leden der vereeniging.

Naar hunne opvatting, heeft de vakvereeniging voornamelijk, zooniet uitsluitend, ten doel het bekomen van eene hogere bezoldiging, eene snellere bevordering, eene vermindering van werkuren, een met het gewone loon meer overeenkomend pensioen, enz.

En daar nu dit belang eigen is aan al de bedienden van een zelfde Beheer, kunnen, huns dunkens, hunne vereenigingen de meest verschillende soorten van bedienden bevatten.

Ten aanzien van het eigenlijke doel der vereeniging, zou niets zelfs beletten dat iedere om het even welke bediende van eenig Staatsbeheer er zich bij aansluite.

Zulke vereeniging ware geene *vakvereeniging* meer, vermits het zou zijn eene versmelting van alle vakken, van alle toestanden. Het zou enkel nog wezen eene samenstrooming van het bestuurspersoneel, bijeengekomen om, door het aantal, eene drukking uit te oefenen op de leden van het Parlement en op de Bestuurlijke overheid zelve.

Alleen tot dit doel beperkt, biedt de vakvereeniging trouwens op verre

na het belang niet, dat zij oplevert in de ruimere en juistere opvatting die anderen er van hebben.

Bij dezen treedt de eigenlijke *beroepsbekommernis* op den voorgrond.

Zonder het stellig billijke verlangen naar lotsverbetering harer leden te verwaarloozen, is de vereeniging bedacht op hare volmaking in de uitoefening van het beroep, op hunne beroepsopleiding, op hunne vakkennissen, op den vooruitgang door de invoering van nieuwe werkwijzen of toestellen, door eene verbetering der stelsels.

Het is de vakvereeniging in den waren zin van het woord. Haar werkgebied bepaalt het aanwervingsgebied der leden. Klaar is het, inderdaad, dat dezen hetzelfde beroep moeten uitoefenen, van « hetzelfde vak » moeten zijn, naar de gewone uitdrukking.

Ten slotte — en de Regeering heeft het reeds doen opmerken tijdens de besprekingen die plaats grepen in de Kamer — zijn er die eraan denken bedoelde vakvereenigingen in de plaats te stellen van het Beheer zelf.

Het zouden niet meer zijn vereenigingen samengesteld uit bedienden van een tak van beheer, doch wel deelen van het beheer.

Allen te zamen zouden zij het beheer uitmaken. Zij zouden zijn « *zelfstandiger* ».

Ongetwijfeld zou dit programma niet onmiddellijk kunnen uitgevoerd worden, doch de aanklevers ervan hopen het zoo spoedig mogelijk te verwezenlijken.

Over het algemeen bestaat er bij onze bedienden enkel verwarring omtrent die gedachten. Toch moet erop gewezen worden, want bij sommige gelegenheden zijn zij gebleken uit eene rechtstreeksche, hoewel onberaden, immenging van sommige vereenigingen in de eigenlijke bevoegdheid van het beheer.

In andere landen is het « syndicalisme der ambtenaars » eene ware leering, die er naar streeft den Staat « af te zetten », de post te geven aan de postbedienden, de telegraaf aan de telegrafisten, den dienst van het zeewezen aan het zeevolk, den spoorweg aan de spoorwegbedienden. De openbare diensten zouden worden behandeld als bijzondere nijverheidstakken waarin het vak zou ingericht wezen ten behoeve van hen die het uitoefenen.

De ambtenaars, aangeworven door onderlinge verkiezing, zonder tussenkomst van eenige overheid, zouden naar goeddunken de bestuurlijke diensten beheeren, welke baatzuchtige regie-inrichtingen zouden worden.

De Regeering zou aan al hare plichten te kort komen, moest zij dergelijke leerstelsels niet bestrijden. Kan er gedacht worden aan een stelsel in hetwelk de arbeiders eigenaars der fabriek zouden wezen, — en al degenen, die getracht hebben samenwerkende maatschappijen tot voortbrenging op te richten, weten welke overgrootte moeilijkheden de toepassing van die zoo verlokkelijke gedachte in den weg staan —, het strijdt tegen alle opvatting van den Staat, het beheer over te leveren aan den ambtenaar : hier, inderdaad, is het ambt niet in het leven geroepen ten grootsten voordeele van

hem die het bekleedt, doch alleenlijk ten dienste van het Volk, voor het algemeen welzijn.

Het syndicalisme der ambtenaars, zooals sommigen het beschouwen, breekt af met die opvatting, de eenige mogelijke, van het openbare ambt; niemand kan het dus goedkeuren zonder, 's lands ondergang te betrachten.

Indien wij onze bedienden niet waarschuwen tegen dit bedrieglijk leerstelsel, zou men weldra de misbruiken bemerken die daaruit zouden voortvloeien. Om de ergste onheilen te voorkomen, zou de Regeering, welke zij ook ware, alsdan hare toevlucht moeten nemen tot krachtadige, altijd betreurenswaardige tuchtmaatregelen en zou de terugwerking te hevig kunnen zijn en de bedienden, die zich lieten medeslepen, kunnen brengen tot een veel minder verdraagzaam stelsel dan dat waarvan zij voortaan zullen genieten.

De ware belangen van onze ambtenaren bestaan hierin, dat zij den weg, door de meeste onder hen ingeslagen, blijven volgen en aan de vakvereenigingen haren eigen aard behouden.

In deze voorwaarden, bestaat er geene enkele reden om die vereenigingen te verbieden. Wat méér is, zij dienen aangemoedigd te worden.

* * *

Wat al degenen die te midden der werklieden geleefd hebben, getroffen heeft, is het verstand, de gezonde opvatting, het oordeel welke bij sommigen onder hen worden waargenomen.

Waarom aan dezer gezellen de gelegenheid ontnemen om uit die kostbare hoedanigheden voordeel te trekken?

In de nederigste rangen van het beheer zijn bedienden die een zeer juist begrip hebben van den dienst, die de mogelijke verbeteringen met eene groote schranderheid aanwijzen.

Dezen worden niet alleen onberispelijke uitvoerende bedienden, maar kostbare medewerkers.

Naar onze meening, kan de goed opgevatte, degelijk ingerichte vakvereeniging enkel het aantal van zulke bedienden vermeerderen en de door hen bewezen diensten uitbreiden.

Herhaaldelijk werden verbeteringen voorgesteld hetzij in het gereedschap, hetzij in de inrichting van den dienst, en echt erkend door het beheer, beloond. Aan de bedienden die het voorstel deden, werden geldelijke toelagen verleend in verhouding tot de belangrijkheid van den bewezen dienst.

Waarom zouden dergelijke belooningen niet mogen verleend worden aan eene vakvereeniging die, door het gemeenschappelijk werk van hare leden, eenigen vooruitgang zou verwekt hebben?

Hooger werd reeds gezegd, dat niets de vakvereenigingen belet zich ook bezig te houden met den toestand harer leden, op hen de aandacht te vestigen van het Beheer, hetzij ten opzichte van het dagloon of van de

jaarwedde, hetzij ten opzichte van den duur van den arbeid, daarbij de hervormingen die zij nuttig oordeelen, te bestudeeren en aan te vragen.

Niets van dit alles is strijdig met de orde en de tucht, wel te verstaan in zoover de aanvragen aangeboden worden in de termen die eenen ondergeschikte passen, welke zich tot eenen meerdere wendt.

De wanorde begint enkel daar, waar de vereeniging zich wil in de plaats stellen van het beheer, waar zij de beslissingen van de overheid aanvalt, waar zij de hoofden laakt; de tuchteloosheid heerscht daar, waar de reglementen niet worden nageleefd, waar de bevelen worden miskend.

Ter eere van de bedienden van het Departement van Spoorwegen hoeft gezegd, dat meest allen werkzaam, verkleefd, ordelijk zijn en niet beter vragen dan het te blijven.

Doch, in hun eigen belang, dienen zij gevrijwaard tegen ongezonde ophitsingen en verderfelijke raadgevingen.

Deze geschieden meestal onder den sluier der anonymiteit of door personen vreemd aan het beheer, om het even of zij bij hetzelfde in dienst zijn geweest of niet.

Van daar de bepalingen, die zich er tegen verzetten dat vreemden leden wezen van de vereeniging. Men begrijpt, trouwens, niet hoe dezen logisch er deel zouden kunnen van uitmaken, vermits zij niet tot het beheer behooren.

Bij de bespreking van de wet op de vakvereenigingen, heeft de Kamer beraadslaagd over de toepassing van die wet op de bedienden van de openbare beheeren.

Zij heeft de vraag ontkennend opgelost.

Die beslissing was logisch, want verscheidene bepalingen van de nieuwe wet waren opgesteld voor toestanden, die geheel en al verschillen van die der Staatsbedienden.

De wet van 1898 voorziet de inrichting, door de vakvereenigingen, van leerwerkplaatsen, van vakscholen. Zij voorziet gezamenlijke aankopen en verkoopen voor rekening van de leden.

Dit alles is zonder toepassing wanneer het Staatsbedienden geldt; de zoo vruchtbare en te weinig verspreide verstandhouding van de kleine voortbrengers vindt evenmin plaats in de openbare beheeren.

Reeds voordat zij in dienst traden, werden de Staatsbedienden tot hun beroep opgeleid; zij mogen noch handel drijven noch eenige nijverheid uitvoeren en hoeven zich niet te voorzien van gereedschap of grondstoffen.

De arbeidsmarkt, het aanbod van en de vraag om arbeid vergen het stichten van huur- en verhuurkantoren en van arbeidsbeurzen, wanneer het de private nijverheid geldt.

Bij het beheer zijn nooit dienstaanbiedingen te kort en, eens aangenomen, moeten de bedienden die van het bestendig kader deel uitmaken, niet meer vreezen hunne betrekking te verliezen, zoolang zij hunne plichten vervullen.

Kortom, de vakvereeniging en de inrichtingen die daarvan afhangen,

zooals zij werden opgevat en geregeld door de wetgeving van 1898, zijn geene inrichtingen die passen bij den toestand waarin de Staatsbedienden verkeerden.

De Regeering is echter van meening dat, om aan de vakvereenigingen der Staatsbedienden een vaster bestaan te verzekeren en om de werkzaamheid dier vereenigingen doelmatiger te maken, men deze dient te erkennen, mits de voorwaarden van die erkenning in overeenstemming te brengen met haar bijzonderen toestand.

Het ontwerp heeft uit de wet op de vakvereenigingen al de bepalingen overgenomen van toepassing op de Staatsbedienden, doch heeft de onotheerlijke wijzigingen ingevoerd omtrent de gewone rechtspleging in zake erkenning en ontbinding der vereenigingen en de uitgestrektheid harer wettelijke bevoegdheid.

De eenige nieuwe bepaling waaraan sommigen misschien eene zekere belangrijkheid kunnen echten, doch die onvermijdelijk is, betreft het verbod van werkstaking.

De wetgever van 1898 achtte dat de vakvereeniging moeilijk te begrijpen is zonder het recht van werkstaking en van samenspanning, en het was de hoofddreden waarom hij er de Staatsbedienden uitsloot.

Het syndicaat werd al te uitsluitend beschouwd als eene school van werkstakingen.

Waar is het, dat de werkstaking niet doeltreffend kan zijn zonder organisatie der arbeiders. Doch deze kan bestaan zonder aanleiding te geven tot werkstakingen, en de vakvereeniging kan, tot groot voordeel van de werkers, eene andere zending op zich nemen dan den strijd voor te bereiden en te verwekken.

De staking is een ongewoon, voorbijgaand strijdmiddel.

De vakvereeniging, daarentegen, kan een bestendigen invloed uitoefenen; dank zij de eendracht, kan zij een onmiddellijk welzijn, de verbetering van den zedelijken en stoffelijken toestand van de arbeiders verschaffen. Vakvereeniging gaat dus niet hoofdzakelijk gepaard met staking, wel integendeel; hare voornaamste zending moet bestaan in het vermijden van elke oorzaak van twist.

Nu reeds zijn de samenspanningen van ambtenaren verboden en zijn zij strafbaar volgens de bepalingen van hoofdstuk I, titel IV, van het strafwetboek.

Artikel 236 bepaalt : « zullen met eene gevangenzitting van eene maand » tot twee jaar, en eene geldboete van honderd tot vijfhonderd frank » gestraft worden, de ambtenaren die, ten gevolge van beraming, hun » ontslag zullen gegeven hebben met het doel, hetzij de bediening van het » recht, hetzij de vervulling van eenen wettigen dienst te beletten of op te » schorsen.

» Zij zullen, daarenboven, kunnen verwezen worden tot ontzeg van het » recht om openbare ambten of bedieningen te bekleeden. »

De bepalingen van dien titel werden bijna woordelijk overgenomen van het wetboek van 1810.

Volgens sommige schrijvers, waren die bepalingen, in den beginne, enkel van toepassing op de stakingen van de Kamers en op de opstanden van vergaderingen die wij thans provincie- of gemeenteraden zouden noemen ⁽¹⁾.

Bij de bespreking van ons Strafwetboek werd, integendeel, verstaan dat die straffen van toepassing waren op al degenen die, in naam van den Staat, met een deel der openbare macht bekleed zijn, doch dat zij de provincie- en gemeenteraden niet konden treffen.

Men ziet dus hoezeer de beteekenis van een zelfden tekst verschilt, volgens het tijdstip.

Al de wetsbepalingen betreffende de ambtenaren worden overigens eindeloos besproken, doch tot hiertoe werd de zaak niet opgehelderd.

De verklaring zelf van den ambtenaar en het onderscheid, te maken tusschen de verschillende soorten van Staatsbedienden, werden in geen enkel land juist bepaald.

Zijn de bedienden van spoorwegen, posten en telegraphen gezagvoerende ambtenaren of beheerende bedienden?

Aan die vraag werden de meest verscheidene antwoorden gegeven.

Nochtans kan men met den heer Mesdag de ter Kiele doen opmerken :

« De exploitatie van de Staatsspoorwegen is geene bijzondere onderneming ; zij dankt haar bestaan aan de wet, die ze onderwerpt aan door de » Regeering gestelde reglementen, waaraan zij zich, onder strafbepalingen, » niet onttrekken kan.

» Men ziet dus dat die exploitatie, van in hare inrichting tot in hare » wijze van werken, van louter openbaren aard is en buiten het privaat » recht valt ⁽²⁾. »

Hoe die ook werd uitgelegd bij de verschillende doctrinale betwistingen, moeten natuurlijk, te dier zake, al de bedienden van het Departement van Spoorwegen aan een zelfde stelsel worden onderworpen.

Men zou niet kunnen begrijpen dat sommige bedienden in werkstaking zouden mogen gaan, dan als zulks verboden was aan anderen.

De ambtenaar bekleed met een ambt — dat hij vrij heeft aanvaard en meestal ten eerste heeft aangevraagd — dat hem toevertrouwd is door de overheid om eene bepaalde zending te vervullen, verradt zijne plichten en zijne verbintenissen wanneer hij zich met andere ambtenaren vereenigt om « de uitvoering van den wettigen dienst te beletten », waarvoor hij bestaat.

(1) Zie GARÇON, *Revue pénitentiaire*, 1906, blad. 856.

(2) MESDAGH DE TER KIELE, *Verslag aan het Verbrekingshof*. Arrest van 19 Juni 1893, verbrekende het arrest van het Hof van beroep van Luik, van 31 Maart 1893.

Eene zending werd hem toevertrouwd voor het welzijn der maatschappij, voor de uitvoering van eenen dienst, noodig aan de maatschappij.

Verre van zijne verbintenissen na te komen, verhindert hij den goeden gang van den dienst en dikwijls richt hij tegen de maatschappij zelve het gezag, de macht die hem door haar werd opgedragen. De maatschappij straft hem; wie zou de wettelijkheid, de noodzakelijkheid van die beteugeling kunnen betwisten?

. ^ .

Maar zegt men, de spoorwegwerkman, de brievenbesteller, de telegrafist, de telefonist, de werkman bij het Zeewezen, de matroos zijn geene ambtenaren.

Dit is juist, al de bedienden van den Staat zijn geene « ambtenaren » in den engen zin van het woord. Bij het Departement van Spoorwegen worden enkel als ambtenaren beschouwd, zij die een ambt bekleeden van hoofdklerk of hooger.

De statie-oversten der 4^e klasse, de toezichts-ondercommissarissen, de eerste-hoofdwachters, de eerste-goederenhoofdbeambten, de hoofdwachters en de goederenhoofdbeambten, alhoewel door den Koning benoemd, zijn dus niet betiteld als « ambtenaren »; zij zijn « beambten » evenals die welke een van de betrekkingen bekleeden, vermeld onder rangnummer IX of lager.

De bepalingen van het strafwetboek dagteekenen van toen de spoorweg niet bestond en toen het onmogelijk was te voorzien dat eenvoudige werklieden een zoo grooten invloed zouden kunnen uitoefenen op de onderlinge betrekkingen der burgers, op het economisch leven van de natie.

Welnu, 't is van dit standpunt dat men het vraagstuk dat ons thans bezighoudt, moet beoordeelen.

Te dier zake, zijn de naam, de titel, de rang van weinig belang; het zijn de gevolgen van de daad en, bijgevolg, de verantwoordelijkheid van den dader waarop acht moet gegeven worden.

De afdeelingshoofden zijn ambtenaren.

Veronderstellen wij dat zij samenspannen, dat zij zich met elkander verstaan om hunnen dienst te staken. Daardoor zal ongetwijfeld eene storing in het beheer worden veroorzaakt, doch die storing is niet te vergelijken met degene welke zou ontstaan zoo, op een gegeven oogenblik, op een ordewoord, de bedienden welke de treinen moeten voeren, hunnen dienst staakten.

Laatstgenoemde bedienden zijn geene ambtenaren in den engen zin van het woord. Dit belet niet dat hunne weerspanningheid veel ergere gevolgen zou hebben dan die der afdeelingshoofden.

Ambtenaar of niet, de machinist is houder van eene machtiging juist zooals het afdeelingshoofd. Hij is gelast den trein te voeren; en, alles wel ingezien, heeft gansch het beheer van spoorwegen geene andere reden van bestaan dan hem toe te laten de reizigers of goederen te vervoeren met den trein dien hij leidt.

't Is dus terecht dat men op hem dezelfde bepalingen toepast als op de « ambtenaren ».

Ten andere, het strafwetboek houdt te dier zake evenmin rekening met de titels van diegenen welke het treft; het ziet enkel het nadeel dat zij aan gansch het land of aan de personen veroorzaken.

In het hoofdstuk III van titel II van boek II, getiteld : « Van de krenkingen door *openbare ambtenaren* toegebracht aan rechten, bij de Grondwet gewaarborgd », zijn straffen voorzien tegen degenen die, bewaarders van telegrammen, derzelver bestaan of inhoud zullen hebben bekendgemaakt... (art. 150); de eenvoudige telegrafist wordt hier dus behandeld als de ambtenaar; en de wet van 30 Mei 1879 straft eveneens « de postbedienden die het bestaan of den inhoud hebben bekendgemaakt van eenen brief, die hun werd toevertrouwd ».

Wat meer is, wanneer het een nationaal belang geldt, worden de eenvoudige particulieren gestraft als zij de diensten schaden die hun zijn toevertrouwd. « De personen, met leveringen, ondernemingen of regieën voor » rekening van het leger of van het zeewezen belast, die vrijwillig den » dienst waarmede zij belast zijn, zullen hebben doen ontbreken », worden streng gestraft : met opsluiting en eene geldboete van tweehonderd tot drie duizend frank.

« Dezelfde straffen zullen op de agenten van de leveraars toegepast » worden, indien die agenten vrijwillig den dienst hebben doen onthreken » (art. 292). En de tekst maakt geenerlei onderscheid tusschen oorlogstijd en vreedstijd.

*
* *

Maar, zegt men, de spoorweg is geen openbare dienst. Men moet dus aan de bedienden die daarbij werkzaam zijn, dezelfde rechten verleen en als aan de arbeiders van de private nijverheid.

Het staat vast, dat het beheer van spoorwegen hoofdzakelijk geen openbare dienst is.

Om zich daarvan te overtuigen, hoeft men enkel op te merken dat in vele landen de spoorwegen niet aan den Staat toebehooren, of door dezen niet geëxploiteerd worden, en dat men het nog niet eens is over de vraag, welke van de twee stelsels het beste is.

In grondbeginsel, zijn alleen « *openbare diensten* », die welke tot de eigenlijke zending van de openbare overheid behooren, zooals het bestuur der justitie, de verdediging tegen aanvallen van den buiten, enz.

Doch die theoretische beweegredenen zijn hier zonder waarde.

In België worden tegenwoordig al de spoorwegen, op 346 kilometer na, door den Staat geëxploiteerd. De Staat heeft het monopolie van het vervoer in gansch de streek welke door zijne banen worden bediend. In gansch het land heeft hij het monopolie van den post-, den telegraaf- en den telefoondienst.

Dit zou nog zoo wezen, indien al die diensten uiteraard openbare diensten waren.

Elke dienst, door den Staat uitgevoerd, wordt feitelijk een openbare dienst.

Het komt er dus niet op aan of hij openbaar is uiteraard of niet. Was hij het niet, hij is het geworden.

De Staat kan, om zich er mede te belasten, geene andere reden inroepen dan de gansch bijzondere belangrijkheid die hij heeft voor de natie, en het nut dat er bestaat hem enkel tot het algemeen welzijn in te richten.

Derhalve zou het tegenstrijdig zijn, de exploitatie der spoorwegen te blijven toevertrouwen aan den Staat en nochtans staande te houden dat het eene nijverheid geldt evenals alle nijverheidstakken.

Men zou kunnen opwerpen, dat de Staat is in het bezit van dezelfde verdedigingsmiddelen als de bazen van de private nijverheid. De werklieden van het beheer die den arbeid staken, kunnen weggezonden, zonder werk gesteld worden; zij zouden, desvoorkomend, burgerlijk verantwoordelijk kunnen gesteld worden voor de schade, die zij mochten veroorzaakt hebben.

Zeker. Thaus wordt elke weigering om te werken — die niet gewettigd is door aannemelijke redenen, zooals ziekte bij voorbeeld, — met afzetting gestraft.

Niet minder zeker is het dat, zoo de weigering om eenen trein te voeren, de beschadiging, het verlies van eene koopwaar moest veroorzaken, de verantwoordelijke dader van de weigering de gevolgen van zijne daad zou kunnen te dragen hebben.

Doch de staking krijgt, bij de Staatsbedienden, een bijzonderen aard.

Het land bevindt zich alsdan tegenover een Beheer, dat weigert de zending te vervullen waarvoor het bestaat, dat het vertrouwen verraadt, welk de maatschappij er in heeft gesteld, dat beweert zijn wil in de plaats te stellen van dien van den Staat, alzoo eene echte aanmatiging van macht plegende, en dat, om zijn doel te bereiken, niet aarzelt de maatschappelijke betrekkingen diep te storen, ja zelfs het economisch leven der natie te schorsen.

Wat zou men zeggen van een troep die weigeren zou den bevolen dienst uit te voeren?

Die opstand zou streng gestraft worden. Nochtans wordt de krijgsdienst den soldaat opgelegd, terwijl de spoorwegdienst aangevraagd wordt door allen die daarbij werkzaam zijn.

De staking moet dus beteugeld worden, en zulks kan natuurlijk enkel geschieden door eene bijzondere straf.

Ten slotte is het niet zonder nut te doen opmerken, dat van al de werklieden des lands er geene zijn waarvoor de toevlucht tot de staking minder gewettigd is.

Het beheer van spoorwegen geschiedt onder het bestendig toezicht van de Kamers. Ieder jaar, bij de bespreking der begrooting, iedere week, ter gelegenheid van de vragen 's Dinsdags, worden al de wenschen van het personeel uiteengezet, besproken, verdedigd door tal van volksvertegenwoordigers.

Dagelijks worden honderden brieven, hetzij langs hiërarchieken weg, hetzij rechtstreeks aan den Minister gezonden; deze ontvangt persoonlijk al de bedienden die zulks vragen, en nu verleent de Regeering, in gemeen overleg met de Kamer, aan het personeel het recht haar collectieve verzoekschriften aan te bieden, gesproken uit de beraadslagingen die in den schoot der vakvereenigingen werden gehouden.

Er is geen werkman die eene vermeerdering van dagloon, geen gekwetste die de vermeerdering van zijne toelage, geen zieke die een hulp-geld verlangt, geen bediende die eene overplaatsing, eene bevordering aanvraagt, die niet verscheidene volksvertegenwoordigers en senatoren vindt die bij den Minister of vóór de Kamers zijn verlangen zullen doen gelden en zijne belangen zullen verdedigen.

En die bemiddelingen vinden eene stellig doelmatige bekrachtiging in de stemming van de begrooting.

Er zijn geene werklieden van de private nijverheid die zich in zulken toestand bevinden, en is de werkstaking altijd een gevaarlijk wapen, voor het Staatspersoneel is het ten zeerste nutteloos.

*
* *

Bijna al de landen van Europa hebben maatregelen getroffen tegen de werkstakingen van bedienden, die bij de diensten van openbaar nut werkzaam zijn.

In Holland, in Italië werden wetten tegen de werkstakingen in den spoorwegdienst gesteld in 1903 en in 1908; in Frankrijk werden verscheidene voorstellen in dien zin gedaan, en de Regeering heeft aan het Parlement een ontwerp voorgelegd tot verbod van elke staking van ambtenaren. In Spanje is, door de onlangs gestemde wet op de werkstakingen (27 April 1909), een bijzonder regiem opgelegd aan de spoorwegambtenaren.

De laatste wet die over dit onderwerp werd gestemd, is de Bulgaarsche wet van $\frac{20 \text{ December } 1909}{2 \text{ Januari } 1910}$, aangenomen ten gevolge van erge misbruiken.

In Engeland zijn zelfs boeten bepaald tegen de personen die in dienst zijn van maatschappijen, belast met het bezorgen van water of gas aan eene agglomeratie, en die hunne verbintenissen breken, wetende of goede redenen hebbende om te gelooven dat hunne handelwijze waarschijnlijk voor gevolg zal hebben, bedoelde diensten gansch of gedeeltelijk te onderbreken.

*
* *

Van het oogenblik af dat men de werkstakingen van ambtenaren straft, schijnt het billijk maatregelen te nemen tegen elken persoon, die deze aanzet om den dienst waarmede zij belast zijn, te onderbreken. Dikwijls

zal men erge gebeurtenissen vermijden indien men de opruiers, al of niet vreedzaam aan het Beheer, kan beletten de bedienden tot opstand aan te hitsen.

De wet straft de bedienden die opstaan tegen de overheid; waarom zou zij diegenen niet straffen, die hen daartoe hebben aangezet of getracht hebben hen daartoe te dwingen?

Vandaar artikel 22 van het wetsontwerp.

* * *

Dit zijn de grondbeginselen waarop het wetsontwerp gesteund is, dat de Regeering de eer heeft aan de beraadslagingen van de Kamer te onderwerpen.

In afwachting dat deze het op hare dagorde kan brengen en het kan onderzoeken, werden aan het reglement van het beheer al de wijzigingen toegebracht, waarvoor de tusschenkomst van de Kamers niet noodig is.

Van nu af reeds, kunnen de bedienden, zoo zij het verlangen, uit de nieuwe bepalingen partij trekken.

Wanneer dit wetsontwerp zal gestemd zijn, zullen de reglementen behoorlijk worden aangevuld.

*De Minister van Spoorwegen,
Posterijen en Telegrafen,*

G. HELLEPUTTE.

De Minister van Justitie,

LEON DE LANTSHEERE.

Projet de loi sur les associations
constituées entre agents du Dépar-
tement des Chemins de fer, Postes
et Télégraphes.

Wetsontwerp op de vereenigingen op-
gericht tusschen bedienden van het
Departement van Spoorwegen, Pos-
terijen en Telegrafen.

ALBERT,

ROI DES BELGES,

A tous présents et à venir, Salut.

Sur la proposition de Notre Ministre
des Chemins de fer, Postes et Télégra-
phes, et de Notre Ministre de la Justice,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Le projet de loi dont la teneur suit sera
présenté, en Notre nom, à la Chambre
des Représentants par Notre Ministre
des Chemins de fer, Postes et Télé-
graphes et Notre Ministre de la Justice :

ARTICLE PREMIER.

La présente loi est applicable à tous
les agents qui occupent, dans un service
dépendant du Ministère des Chemins de
fer, Postes et Télégraphes, un emploi
permanent.

ART. 2.

Les unions professionnelles consti-
tuées entre agents du Département jouis-
sent de la personnification civile dans
les limites et sous les conditions résul-
tant des dispositions de la présente loi.

ART. 3.

L'union a pour objet exclusif l'étude
des questions se rattachant à la profes-

ALBERT,

KONING DER BELGEN,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, Heil.

Op voorstel van Onzen Minister van
Spoorwegen, Posterijen en Telegrafen,
en van Onzen Minister van Justitie,

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN :

Het ontwerp van wet waarvan de
inhoud volgt zal, in Onzen naam, aan de
Kamer der Volksvertegenwoordigers aan-
geboden worden door Onzen Minister van
Spoorwegen, Posterijen en Telegrafen
en door Onzen Minister van Justitie :

ARTIKEL ÉÉN.

Deze wet is van toepassing op al de
bedienden die in een van het Ministerie
van Spoorwegen, Posterijen en Tele-
grafen afhangenden dienst, eene besten-
dige bediening bekleeden.

ART. 2.

De onder de bedienden van het De-
partement opgerichte vakvereenigingen
genieten rechtspersoonlijkheid binnen
de grenzen en onder de voorwaarden
voortspruitende uit de bepalingen dezer
wet.

ART. 3.

De vereeniging heeft tot uitsluitend
doel de vraagstukken te bestudeeren

sion ainsi que la protection des intérêts professionnels de ses membres.

Elle est constituée entre agents qui, dans des situations administratives semblables exercent une même activité professionnelle.

ART. 4.

L'union comprend au moins sept membres.

Le mineur parvenu à l'âge de 16 ans et la femme mariée peuvent être membres d'une union, sauf opposition du père, du tuteur ou du mari, notifiée à l'un des directeurs de l'union ou au délégué de la direction.

Le mineur et la femme mariée peuvent se pourvoir contre l'opposition devant le juge de paix qui statue sur simple réquisition, parties entendues ou appelées. Les actes relatifs à cette procédure sont exempts des droits de timbre et de greffe et enregistrés gratis.

Le mineur, membre de l'union, n'y a pas voix délibérative.

ART. 5.

La liste des membres de l'union est déposée et tenue à jour au siège social; tout associé peut en prendre connaissance.

ART. 6.

La reconnaissance légale de l'union a lieu par arrêté royal.

Les fondateurs doivent adresser au Ministre, en double exemplaire, les statuts et la liste des membres fonda-

betreffende het bedrijf alsmede de beroepsbelangen harer leden te beschermen.

Zij wordt opgericht onder bedienden die, in gelijken toestand bij het Beheer, eene zelfde beroepsbedrijvigheid uitoefenen.

ART. 4.

De vereeniging bestaat uit ten minste zeven leden.

De minderjarige die den leeftijd van 16 jaar bereikt heeft en de gehuwde vrouw kunnen lid zijn eener vereeniging, behoudens verzet van den vader, den voogd of den echtgenoot, aan een van de bestuurders der vereeniging of aan den gemachtigde van het bestuur bekendgemaakt.

De minderjarige en de gehuwde vrouw kunnen zich van het verzet beroepen bij den vrederechter, die op eenvoudige vordering beslist, de partijen gehoord of opgeroepen. De akten dezer rechtspleging zijn vrijgesteld van zegel- en griffierechten en worden kosteloos geregistreerd.

De minderjarige, lid der vereeniging, heeft er geene beraadslagende stem.

ART. 5.

De lijst van de leden der vereeniging is neergelegd en wordt bijgehouden ter maatschappelijke zetelplaats; elke deelgenoot kan daarvan kennis nemen.

ART. 6.

De wettelijke erkenning der vereeniging geschiedt bij koninklijk besluit.

De stichters zenden aan den Minister, in tweevoud, de statuten en de lijst der stichtende leden of der leden die met

teurs ou chargés de l'administration et de la direction de l'union.

L'arrêté royal de reconnaissance ainsi que les statuts et la liste y annexée sont publiés au *Moniteur* sous forme d'annexes qui sont adressées aux greffes des cours d'appel, des tribunaux de première instance, des tribunaux de commerce et des justices de paix, où chacun peut en prendre gratuitement communication ou copie.

ART. 7.

Les statuts doivent mentionner :

1^o La dénomination adoptée par l'union et le lieu de son siège ;

2^o Les catégories d'agents auxquelles elle est ouverte ;

3^o Les conditions mises à l'entrée des membres.

Chaque associé a le droit de se retirer à tout instant de l'union après paiement des cotisations échues ;

4^o L'organisation de la direction de l'union et de la gestion des biens, le mode de nomination et les pouvoirs des personnes chargées de cette direction et de cette gestion.

La direction et la gestion doivent être confiées à des membres majeurs, choisis en assemblée générale. Les femmes ne peuvent participer à la direction ni à la gestion ;

5^o Le terme du mandat des personnes chargées de la direction et de la gestion.

Ce terme ne peut excéder quatre ans, le mandat est toujours révocable par l'assemblée générale ;

6^o Le genre de placement des fonds sociaux.

Il est interdit à l'union de prendre

het beheer en het bestuur der vereeniging belast zijn.

Het koninklijk besluit van erkenning alsmede de statuten en de daarbij gevoegde lijst worden afgekondigd in den *Moniteur* onder vorm van bijlagen, die gestuurd worden aan de griffies der beroepshoven, der rechtbanken van eersten aanleg, der handelsrechtbanken en der vredegerechten, waar een iegelijk er kosteloos kennis of afschrift kan van nemen.

ART. 7.

De statuten moeten vermelden :

1^o Den door de vereeniging aangenomen naam en dezer zetelplaats ;

2^o De soorten van bedienden tot dewelken zij openstaat ;

3^o De voorwaarden gesteld voor de opneming der leden.

Elke deelgenoot heeft het recht zich te allen tijde uit de vereeniging terug te trekken na betaling der vervallen bijdragen ;

4^o De inrichting van het bestuur der vereeniging en van het beheer der goederen, de wijze van aanstelling en de machten der personen, met dat bestuur en dat beheer belast.

Het bestuur en het beheer moeten toevertrouwd zijn aan in algemeene vergadering gekozen meerderjarige leden. Vrouwen mogen geen deel nemen aan het bestuur of het beheer ;

5^o De termijn van het mandaat der personen belast met het bestuur en het beheer.

Die termijn mag vier jaar niet overtreffen ; het mandaat kan door de algemeene vergadering steeds teruggenomen worden ;

6^o De wijze van belegging der maatschappelijke gelden.

Het is der vereeniging verboden dee-

des parts ou des actions dans les sociétés commerciales.

7° Le mode de règlement des comptes;

8° Les sanctions que l'union édictera, le cas échéant, pour l'observation de ses règlements.

Ces sanctions ne peuvent faire l'objet d'une action civile.

ART. 8.

Les actes portant modification aux statuts ou à la liste des membres chargés de la direction et de l'administration de l'union n'ont d'effet qu'après avoir été déposés, autorisés, entérinés et publiés conformément à l'article 6.

ART. 9.

La dissolution de l'union et les modifications aux statuts ne peuvent être valablement décidées qu'à la majorité des trois quarts au moins des membres présents, dans une assemblée générale spécialement convoquée à cette fin et composée du tiers au moins des membres ayant droit de vote.

ART. 10.

L'union jouit de la personnification civile le 10^e jour après celui de la publication au *Moniteur* de l'arrêté royal de reconnaissance.

ART. 11.

L'union ne peut posséder, en propriété ou autrement, d'autres immeubles que ceux qui sont nécessaires à l'établissement de ses locaux de réunion,

len of aandeelen in handelsmaatschappijen te nemen;

7 De wijze van vereffening der rekeningen;

8° De waarborgen welke de vereeniging desvoorkomend zal stellen voor de naleving harer reglementen.

Die waarborgen kunnen niet het voorwerp eener burgerlijke rechtsvordering uitmaken.

ART. 8.

De akten waarbij wijziging wordt gebracht aan de statuten of aan de lijst der leden belast met het bestuur en het beheer der vereeniging, hebben enkel kracht nadat zij overeenkomstig artikel 6 neergelegd, toegelaten, bekrachtigd en afgekondigd werden.

ART. 9.

Tot ontbinding der vereeniging en tot wijziging der statuten kan slechts geldiglijk beslist worden met de meerderheid van ten minste de drie vierden der aanwezige leden, in eene daartoe bijzonder opgeroepen algemeene vergadering, bestaande uit ten minste het derde der stemgerechtigde leden.

ART. 10.

De vereeniging geniet rechtspersoonlijkheid den 10^e dag na dien waarop het koninklijk besluit tot erkenning in den *Moniteur* afgekondigd werd.

ART. 11.

De vereeniging kan, in eigendom of anderszins, geene andere onroerende goederen bezitten dan die welke noodig zijn tot de oprichting van hare verga-

bureaux, bibliothèques, collections, hospices et hôpitaux.

Elle peut être autorisée par arrêté royal à posséder des immeubles ayant une de ces destinations, mais dont il lui serait impossible de faire immédiatement usage à cette fin.

ART. 12.

Les donations entre vifs ou par testament, au profit de l'union, n'auront leur effet que pour autant qu'elles auront été autorisées par le Ministre ou, s'il s'agit de biens meubles d'une valeur supérieure à 5,000 francs ou d'immeubles, par arrêté royal.

L'arrêté qui autorise, au profit de l'union, l'acceptation d'une libéralité dans laquelle un immeuble est compris fixe, s'il y a lieu, le délai dans lequel l'immeuble devra être aliéné.

Le disposant peut stipuler à son profit ou au profit de ses héritiers ou ayants cause le droit de reprendre, en cas de dissolution de l'union, une somme égale à la valeur des biens faisant l'objet de la libéralité.

Cette somme est déterminée par les intéressés préalablement à la demande aux fins de l'autorisation prévue par le premier alinéa du présent article. Si la libéralité a pour objet un immeuble dont l'aliénation est ordonnée, le droit de reprise s'exercera, le cas échéant, à concurrence du prix de vente.

ART. 13.

Il est établi au profit de l'État une taxe de 4 % du revenu cadastral des

deringslokalen, bureelen, boekerijen, verzamelingen, gast- en godshuizen.

Bij koninklijk besluit kan zij gemachtigd worden onroerende goederen te bezitten die tot een dier doeleinden bestemd zijn, doch die het haar onmogelijk zou wezen onmiddellijk daartoe te bezigen.

ART. 12.

Schenkingen bij levenden lijve of bij erfslating, ten voordeele der vereeniging, zijn slechts van kracht in zooverre zij geoorloofd werden door den Minister of, voor roerende goederen van eene hoogere waarde dan 5,000 frank of onroerende goederen, door een koninklijk besluit.

Het besluit dat, ten voordeele der vereeniging, het aannemen eener gift toelaat waarin een onroerend goed begrepen is, stelt, des gevallend, den termijn vast binnen welken dat onroerend goed moet vervreemd wezen.

De beschikker mag, te zijnen voordeele of ten voordeele zijner rechtverkrijgenden, het recht bepalen, bij onthinding der vereeniging, eene som terug te nemen gelijk aan de waarde der goederen die het voorwerp der gift uitmaken.

Die som wordt door de belanghebbenden bepaald vóór het indienen van de vraag tot oorlof, in het eerste lid van dit artikel voorzien. Bestaat de gift in een onroerend goed waarvan de vervreemding is bevolen, dan wordt het recht tot terugneming, des voorkomend, tot het bedrag van den verkoopprijs uitgeoefend.

ART. 13.

Ten voordeele van den Staat wordt eene takse gelegd van 4 % van het

immubles appartenant aux unions professionnelles.

Les formes prescrites pour le recouvrement de la contribution foncière seront suivies pour le recouvrement de la dite taxe.

ART. 14.

A moins de dispositions spéciales dans les statuts, l'union est représentée dans tous les actes juridiques par ses directeurs ou par celui d'entre eux que l'assemblée aura délégué à cet effet.

Tous les actes et documents quelconques émanant d'une union portent la mention de sa qualité d'union professionnelle reconnue.

ART. 15.

Avant le 1^{er} mars de chaque année, l'union adresse au Ministre :

1^o Un compte de ses recettes et de ses dépenses, clôturé au 31 décembre précédent.

Ces comptes sont dressés conformément à un modèle arrêté par le Gouvernement. Ils sont préalablement soumis à l'approbation de l'assemblée générale, après avoir été durant quinze jours, au siège local, soumis à l'inspection des membres de l'union ; ils ne sont rendus publics que de l'assentiment de l'union ;

2^o La liste des membres chargés de l'administration ou de la direction de l'union. Elle sera publiée au *Moniteur* en la forme ordinaire.

ART. 16.

L'union peut être dissoute par arrêté

kadastraal inkomen der aan de vakverenigingen toebehoorende onroerende goederen.

De invordering van die takse zal geschieden overeenkomstig de vormen voor de invordering der grondbelasting voorgeschreven.

ART. 14.

Ten ware in de statuten anders bepaald was, is de vereeniging in alle gerechtelijke akten vertegenwoordigd door hare bestuurders of door hem hunner dien de vergadering daartoe gemachtigd heeft.

Alle welkdanige akten en bescheiden die van eene vereeniging uitgaan, voeren de melding harer hoedanigheid van erkende vakvereeniging.

ART. 15.

Vóór 1^o Maart van elk jaar, zendt de vereeniging aan den Minister :

1^o Eene rekening van hare ontvangsten en hare uitgaven, afgesloten op 31^o December van het vorige jaar.

Die rekeningen worden opgemaakt overeenkomstig een door de Regeering vastgesteld model. Zij worden vooraf aan de goedkeuring der algemeene vergadering onderworpen, nadat zij, vijftien dagen lang, ten plaatselijken zetel, ter inzage van de leden der vereeniging hebben gelegen ; slechts met de toestemming van de vereeniging worden zij openbaar gemaakt ;

2^o De lijst van de leden, met het beheer of het bestuur der vereeniging belast. Zij zal in den gewonen vorm in den *Moniteur* afgekondigd worden.

ART. 16.

De vereeniging kan ontbonden wor-

royal lorsqu'elle ne se conforme pas à ses statuts, aux dispositions légales ou aux règlements administratifs.

ART. 17.

La dissolution de l'union peut aussi être prononcée par les tribunaux, à la demande du ministère public ou de tout intéressé :

1^o Lorsque l'union ne se conforme pas aux prescriptions des articles 3 et 4 de la présente loi ;

2^o Lorsque les biens de l'union sont employés à un autre objet que celui pour lequel l'union est formée.

Somation d'avoir à se conformer à la loi est notifiée à l'union préalablement à la demande en dissolution.

Cette sommation est, à la diligence du requérant, publiée par extrait aux annexes du *Moniteur*. Il ne peut être statué sur la demande que trois mois après la date de la publication.

L'instance est instruite et jugée comme en matière sommaire.

ART. 18.

Tout arrêté royal, jugement ou arrêt qui prononce la dissolution, nomme un ou plusieurs liquidateurs, s'il n'en est pas désigné par les statuts.

L'arrêté royal ou un extrait du jugement ou de l'arrêt est publié conformément à l'article 6 de la présente loi.

ART. 19.

L'union professionnelle est, après sa dissolution, réputée exister pour sa liquidation. Toutes les pièces émanées

den bij koninklijk besluit, als zij hare statuten, de wettelijke bepalingen of de reglementen van het Beheer niet naleeft.

ART. 17.

Op aanzoek van het openbaar ministerie of van elken belanghebbende, kan de ontbinding ook worden uitgesproken door de rechtbanken :

1^o Als de vereeniging het bepaalde bij artikelen 3 en 4 dezer wet niet naleeft ;

2^o Als de goederen der vereeniging gebezigd worden tot een ander doel dan voor hetwelk de vereeniging werd gesticht.

Vóór de vraag tot ontbonden verklaring wordt de vereeniging aangemaand tot naleving der wet.

Die aanmaning wordt, op aanzoek van den aanvrager, als uittreksel in de bijlagen van den *Moniteur* afgekondigd. Over de vraag kan maar worden beslist drie maanden na den dag der afkondiging.

De vordering wordt onderzocht en gevonnist als in summere zaken.

ART. 18.

Elk koninklijk besluit, vonnis of arrest dat de ontbinding uitspreekt, stelt een of meer schuldvereffenaars aan, zoo er geen in de statuten aangewezen zijn.

Het koninklijk besluit of een uittreksel van het vonnis of arrest wordt afgekondigd overeenkomstig artikel 6 van deze wet.

ART. 19.

De vakvereeniging wordt, na hare ontbinding, beschouwd als nog bestaande voor hare schuldvereffening.

d'une union dissoute mentionnent qu'elle est en liquidation.

Après paiement des dettes, l'avoir de l'union est réparti comme suit :

Le montant des dons et legs fait retour au disposant ou à ses héritiers et ayants cause, pour autant que le droit de reprise ait été stipulé dans l'acte constitutif de la libéralité et que l'action soit intentée dans l'année qui suit la publication de l'acte de dissolution.

L'actif net, déduction faite, s'il y a lieu, du montant des dons et legs faits à l'union, est attribué à une œuvre similaire ou connexe désignée soit par les statuts, soit par une décision de l'assemblée générale. Cette désignation n'aura d'effet que si l'affectation donnée aux biens est reconnue conforme à la loi par le Ministre.

Lorsque la destination de l'actif n'a pas été réglée ou qu'elle l'a été contrairement à la loi, les biens de l'union sont recueillis par l'État.

ART. 20.

Sera puni d'une amende de 26 à 500 francs :

1° Quiconque fera sciemment une fausse déclaration relative aux statuts, à la liste des membres directeurs et administrateurs et au compte des recettes et dépenses prévus par les articles 5, 8 et 15;

2° Tout membre directeur d'une union qui ne se conformera pas aux prescriptions des articles 5 et 15;

3° Quiconque, après que la dissolution aura été prononcée, participera à

Alle stukken, van eene ontbonden vereeniging uitgaande, vermelden dat zij in liquidatie is.

Na betaling der schulden, wordt het bezit der vereeniging verdeeld als volgt :

Het bedrag der giften en erflatingen keert terug naar den beschikker of aan zijne erfgenamen en rechtverkrijgenden, in zooverre het recht van terugneming bepaald werd in de akte tot vaststelling der gift, en de vordering ingesteld wordt binnen het jaar dat volgt op de afkondiging van de akte van ontbinding.

Het zuiver actief na aftrek, des voorkomend, van het bedrag der aan de vereeniging gedane giften en erflatingen, wordt toegekend aan een gelijkaardig of samengaand werk hetzij door de statuten, hetzij door eene beslissing van de algemeene vergadering aangewezen. Die aanwijzing heeft maar kracht, zoo de aan de goederen gegeven bestemming door den Minister als overeenkomstig met de wet erkend wordt.

Als de bestemming van het actief niet werd geregeld of in strijd met de wet werd geregeld, gaan de goederen der vereeniging over aan den Staat.

ART. 20.

Wordt gestraft met eene boete van 26 tot 500 frank :

1° Een iegelijk die voorbedachtelijk eene valsche verklaring zal doen betreffende de statuten, de lijst der besturende en beheerende leden en de bij artikelen 5, 8 en 15 voorziene rekening der ontvangsten en uitgaven ;

2° Elk besturend lid eener vereeniging, die de bepalingen van artikelen 5 en 15 niet zal naleven ;

3° Een iegelijk die, nadat de ontbinding uitgesproken werd, deel zal nemen

la direction de l'union autrement que pour en assurer la liquidation.

L'article 85 du Code pénal est applicable à ces infractions.

ART. 21.

Seront punis des peines prévues par l'article 236 du Code pénal, les agents qui auront apporté une entrave à la marche régulière du service, soit par la cessation simultanée du travail, soit par tout autre manœuvre collective.

ART. 22.

Les articles 66, 67, 69 § 2, 85 du Code pénal, ainsi que les articles 1 § 2, 3 et 4 de la loi du 25 mars 1891, sont applicables aux faits prévus par l'article précédent.

ART. 23.

Les sociétés mutualistes constituées entre agents du Département et reconnues conformément à la loi du 23 juin 1894 pourront être chargées — si leurs statuts les y autorisent — d'allouer à leurs membres, en cas de maladie ou d'accident, des indemnités imputables sur des fonds mis à leur disposition par le Gouvernement.

Les sociétés qui assument ce service doivent en faire l'objet d'une comptabilité distincte et rendre compte au Ministre de l'emploi des subsides accordés dans ce but.

Les sociétés mutualistes pourront également faciliter l'affiliation de leurs membres à la Caisse générale de retraite

aan het bestuur der vereeniging anders dan om daarvan de schuldvereffening te verzekeren.

Op zulke inbreuken is artikel 85 van het Strafwetboek van toepassing.

ART. 21.

Worden gestraft met de straffen voorzien bij artikel 236 van het Strafwetboek, de bedienden die den geregelden gang van den dienst zullen belemmerd hebben, hetzij door gelijktijdige staking van het werk, hetzij door elk andere collectieve praktijk.

ART. 22.

Artikelen 66, 67, 69 § 2, 85 van het Strafwetboek, alsmede artikelen 1 § 2, 3 en 4 van de wet van 25^e Maart 1891, zijn van toepassing op de door het vorig artikel voorziene feiten.

ART. 23.

De maatschappijen tot onderlingen bijstand, onder bedienden van het Departement gesticht en overeenkomstig de wet van 23^e Juni 1894 erkend, kunnen worden belast — zoo hare statuten haar zulks toelaten — aan hare leden, in geval van ziekte of ongeval, vergoedingen toe te kennen, die uitgetrokken worden op de door de Regeering te harer beschikking gestelde gelden.

De maatschappijen, welke zich met dien dienst gelasten, moeten daarvan eene bijzondere boekhouding hebben en den Minister rekenschap geven over het gebruik der met dat doel verleende toegelden.

De maatschappijen tot onderlingen bijstand mogen ook de aansluiting bevorderen van hare leden bij de Alge-

sous la garantie de l'État ou à une caisse spéciale de retraite qui serait éventuellement créée pour les agents du Département.

ART. 24.

Il est formellement interdit aux sociétés coopératives, constituées entre agents du Département, de vendre à des personnes non affiliées et, en général, de les faire bénéficier de tout ou partie des avantages sociaux.

Donné à Bruxelles, le 11 mars 1910.

meene lijfrentkas onder den waarborg van den Staat of bij eenne bijzondere lijfrentkas, des voorkomend op te richten voor de bedienden van het Departement.

ART. 24.

Het is aan samenwerkende maatschappijen, onder bedienden van het Departement gesticht, uitdrukkelijk verboden, te verkoopen aan personen die niet aangesloten zijn en, over het algemeen, die personen te laten genieten van al of van een deel der maatschappelijke voordeelen.

Gegeven te Brussel, den 11^{en} Maart 1910.

ALBERT.

PAR LE ROI :

*Le Ministre des Chemins de fer,
Postes et Télégraphes,*

VAN 'S KONINGS WEGE :

*De Minister van Spoorwegen,
Posterijen en Telegrafen,*

J. HELLEPUTTE.

Le Ministre de la Justice,

De Minister van Justitie,

LÉON DE LANTSHEERE.

